

L'ÉNERGIE ET LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

PERCEPTIONS QUÉBÉCOISES

Mai 2015

AU SUJET DES INSTITUTS



L'objectivité scientifique et l'interdisciplinarité font partie des valeurs du Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO). La mission du CIRANO consiste à contribuer à l'avancement des connaissances ainsi qu'à la diffusion et au transfert des savoirs aux décideurs publics, aux praticiens, aux gestionnaires de projets de même qu'au grand public. Le CIRANO réunit près de 200 chercheurs œuvrant dans plusieurs disciplines et souhaite devenir une référence incontournable en ce qui concerne les problèmes économiques et sociaux au Québec.

Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations

1130, rue Sherbrooke Ouest, suite 1400
Montréal (Québec), H3A 2M8 Canada

Site Web: www.cirano.qc.ca/fr

Courriel : ingrid.peignier@cirano.qc.ca

Téléphone : 514 985-4000, poste 3020



La mission de l'Institut de l'énergie Trottier (IET) consiste à diffuser les connaissances concernant les innovations de pointe au niveau international, à générer des connaissances et à innover afin d'aider à répondre aux besoins énergétiques des générations à venir et hausser le niveau des débats sociaux sur les questions énergétiques.

Institut de l'énergie Trottier

Département de mathématiques et génie industriel
Polytechnique Montréal
C.P. 6079, succ. Centre-ville
Montréal (Québec) H3C 3A7 Canada

Site Web : www.polymtl.ca/iet

Courriel : iet@polymtl.ca

Téléphone : 514 340-4711, poste 5953

AUTEURS



Nathalie de Marcellis-Warin, Ph.D.



Ingrid Peignier, ing., M.Sc.A



Minh Hoang Bui, M.Sc.

AUTEURS



Miguel F. Anjos, Ph.D, P.Eng.



Steven A. Gabriel, Ph.D.



Carla Guerra, ing., M.Sc.

TABLE DES MATIÈRES

Au sujet des instituts	2
Auteurs	2
Note au lecteur	3
Sommaire exécutif	4
Introduction	6
À propos de l'enquête	7
Section 1 Niveau de connaissance des québécois concernant les enjeux énergétiques	8
Un niveau de connaissance limité de la situation énergétique au Québec	8
Des niveaux de connaissance différents selon la ressource énergétique à l'étude	10
Une connaissance partielle des ressources énergétiques et de leur consommation au Québec	12
Section 2 Perception des québécois concernant le phénomène du réchauffement climatique	17
L'augmentation des catastrophes naturelles attribuée au réchauffement climatique	17
Le réchauffement climatique est associé à l'activité humaine	19
Le cas spécifique des « climato-sceptiques »	19
Section 3 Préférences des québécois à l'échelle sociétale et disposition à payer	22
Identification des préférences des Québécois à l'échelle sociétale	22
<i>Encadré 1 : étude de cas tirée du Baromètre CIRANO 2013 sur l'extraction des énergies fossiles au Québec</i>	23
Disposition des Québécois à payer pour les mesures énergétiques préconisées	28
Perception des Québécois concernant leur niveau d'influence sur la situation énergétique du Québec	30
Section 4 Comportements, habitudes et préférences des québécois à l'échelle individuelle	31
Habitudes et préférences des Québécois en matière de transport	31
Habitudes et préférences des Québécois en matière de consommation d'électricité	33
Conclusions	36
Bibliographie	37
Annexe 1 Récapitulatif des résultats de l'enquête	38
Annexe 2 Résultats saillants du Baromètre CIRANO sur les risques environnementaux et ressources énergétiques	48

Note au lecteur

Ce document suit la publication du *Baromètre sur les perceptions des Québécois au regard de grands enjeux et projets au Québec* publié annuellement depuis 2011 par le CIRANO et du livre blanc intitulé *L'énergie au Québec et au Canada : un document pour engager la conversation* publié en février 2015 par l'IET. Notre objectif consiste à nourrir une conversation visant une meilleure compréhension de la complexité des questions relatives à l'énergie et permettant d'aborder celles-ci de manière scientifiquement rigoureuse sur la base de données fiables.

SOMMAIRE EXÉCUTIF

L'ÉNERGIE ET LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES : PORTRAIT DES PERCEPTIONS QUÉBÉCOISES

L'énergie est essentielle au quotidien et sa disponibilité influence directement notre mode de vie. Par conséquent elle est au cœur d'un large éventail d'activités de l'état : réglementation, taxation, développement économique, enjeux politiques, etc. À cette liste s'est ajoutée depuis la fin du XX^e siècle la question environnementale. Maintenant que le lien entre climat et consommation d'énergies fossiles est établi¹ et qu'il semble au cœur des préoccupations des Québécois, il est nécessaire de se questionner sur notre avenir énergétique.

Une des parties prenantes essentielle à la réflexion est la population. Pour qu'elle joue un rôle actif et contribue positivement au dialogue, il est nécessaire qu'elle possède un niveau de connaissance adéquat des enjeux énergétiques. Dans ce contexte, une enquête a été menée par Internet du 16 au 20 avril 2015, auprès d'un échantillon de 1010 répondants, représentatifs de la population du Québec. Le questionnaire de cette enquête, élaboré conjointement par le CIRANO et l'IET, cherche à évaluer les connaissances des Québécois² des enjeux énergétiques et à sonder leurs perceptions sur différents thèmes en lien avec ces enjeux :

- La connaissance des Québécois de la situation énergétique du Québec;
- La perception des Québécois concernant les changements climatiques;
- Les préférences des Québécois à l'échelle sociétale et leur disposition à payer;
- Les comportements et habitudes des Québécois à l'échelle individuelle.

Les premiers résultats tirés de l'enquête montrent que seulement 11 % des Québécois pensent avoir un « grand » ou « très grand » niveau de connaissance de la situation énergétique du Québec. Les justificatifs invoqués sont le manque de temps ou d'intérêt, ne se sentant pas concerné par ces questions, mais surtout la complexité de l'information sur le sujet et sa difficulté d'accès. Celle consultée est souvent qualifiée de floue, incomplète, voire biaisée par intérêt des sources (lobbys, gouvernements, corporations, etc.) Il apparaît que l'accès à l'information influence le niveau de connaissance : les Québécois affichant les plus hauts niveaux de connaissance sur le pétrole – ressource la mieux connue selon le sondage – sont aussi plus nombreux à consulter la presse (payante ou gratuite) ou les publications du gouvernement provincial.

Certaines réponses confirment le niveau de connaissance limité. Par exemple, seulement 20 % des Québécois savent que près de la moitié de l'énergie consommée au Québec provient de sources renouvelables. **Il semble d'ailleurs que la définition « d'énergie renouvelable » ne soit pas commune à tous** puisque 25 % des Québécois ont identifié le nucléaire comme une source renouvelable, de même que 17 % pour le pétrole, 13 % pour le charbon et 27 % pour le gaz naturel. L'écart entre ce dernier résultat et le 12 % pour le gaz de schiste – une source de gaz naturel – soulève une question : le niveau de connaissance d'une source d'énergie est-il corrélé à sa couverture médiatique?

Sur les questions climatiques, les perceptions des Québécois sont en phase avec les conclusions du plus récent rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)³. Les Québécois sont en effet 84 % à constater une augmentation des catastrophes naturelle à l'échelle planétaire et 75 % à attribuer cette augmentation au réchauffement climatique. Questionnés sur les origines de ce phénomène, 69 % des Québécois n'ont aucun doute que le réchauffement climatique est lié à l'activité humaine. Cette opinion est partagée par 77 % de ceux qui s'informent auprès d'associations spécialisées et 66% de ceux ne s'y informant pas; il s'agit d'une majorité ferme de la population qui estime que le réchauffement climatique est lié à l'activité humaine, même considérant de potentiels biais idéologiques. Reste à savoir maintenant comment ce constat se transpose en volonté de changement et à quel coût.

1. Source : rapport du GIEC (2013), disponible à : http://www.climatechange2013.org/images/report/WG1AR5_ALL_FINAL.pdf

2. Dans la suite de cette publication, nous utiliserons le terme « les Québécois » en référence aux résultats. Veuillez noter également que le genre masculin est utilisé sans aucune discrimination et dans le seul but d'alléger le texte.

3. Ce rapport établit clairement que les activités humaines, notamment l'usage des énergies fossiles, ont conduit à une hausse exceptionnelle de la concentration des gaz à effet de serre transformant le climat à un rythme jamais vu par le passé.
http://www.climatechange2013.org/images/report/WG1AR5_ALL_FINAL.pdf

La plus grande source d'énergie non renouvelable consommée au Québec, le pétrole, répond à 37 % de la demande en énergie et est entièrement importé⁴. Bien qu'irremplaçable à court terme, les résultats de l'enquête indiquent un souhait de réduire notre dépendance à l'importation. L'option choisie à 42 % est l'exploitation éventuelle de notre propre sous-sol, devançant l'approvisionnement de l'Ouest (19 %) et de l'Est (14 %) du Canada. Cette opinion doit être mise en perspective avec un résultat d'un précédent sondage⁵ montrant que 38 % des Québécois privilégient le recours aux énergies renouvelables à l'exploitation d'éventuelles sources québécoises de pétrole.

Cette préférence se confirme dans la présente étude puisque parmi quatre mesures visant à limiter leur impact sur l'environnement, l'investissement dans le développement des filières énergétiques renouvelables est la mesure qui trouve la faveur des répondants. Elle est suivie par l'investissement dans la recherche sur l'efficacité énergétique. Viennent ensuite les efforts de sensibilisation et promotion d'énergies alternatives, et finalement l'amélioration de l'offre en transport en commun. Le fait de **privilégier l'investissement dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique** porte à croire que la population est consciente de l'importance des changements à apporter et de l'ampleur des efforts à déployer. Mais est-elle prête à les accepter? A la lumière des résultats, il semble que oui. **Les Québécois se sont majoritairement dits en faveur des projets liés aux énergies renouvelables**, de même qu'ils se sont dits majoritairement contre la plupart des projets liés aux énergies non-renouvelables. Les résultats montrent que le paramètre de proximité géographique n'affecte pas l'ordre de préférence des projets, mais que tous les projets subissent une baisse significative de leur pourcentage d'appui s'ils devaient être réalisés dans le voisinage des répondants. Ce constat vient illustrer empiriquement le phénomène du «Pas dans ma cour » ou NIMBY (*Not In My Backyard*).

Les Québécois sont en faveur des énergies renouvelables, certes, mais leur disposition à en assumer les coûts de développement semble faible, selon les résultats observés. En effet, seulement 12 % des Québécois accepteraient de payer 50 \$ de plus par mois sur leur facture d'électricité afin de soutenir le développement des filières renouvelables. Cependant, le sondage montre que les Québécois présentent une sensibilité au prix. Si le prix du litre d'essence atteignait 2 \$ de façon durable, ils adapteraient leurs habitudes afin de moins en consommer : changer de voiture pour une qui consomme moins (38 %) ou une électrique (24 %), covoiturer (18 %), réduire les sorties (30 %) ou magasiner à proximité (27 %). De la même manière, une hausse du prix de l'électricité de 50 % pousserait 76 % des gens à en limiter leur consommation.

Bien que la population reconnaisse la nécessité d'un changement d'habitudes de consommation d'énergie, elle ne se perçoit pas comme actrice du changement. **Les Québécois estiment avoir peu (45 %) ou pas (15 %) d'influence sur la situation énergétique du Québec.** Faut-il établir un lien avec leur faible volonté à assumer des coûts additionnels? Ou est-ce qu'ils évaluent mal leur influence parce qu'ils ne se voient pas liés aux secteurs grands consommateurs d'énergie (le transport et l'industrie)? **Ils reconnaissent pourtant que leur comportement influence moyennement (39 %) ou grandement (20 %) la consommation totale d'énergie au Québec.** Qu'est-ce qui les empêche de transposer ce sentiment d'influence à la situation énergétique du Québec?

Un début de réponse à cette interrogation – et à plusieurs la précédant – est très certainement de **donner accès à plus d'information sur les enjeux énergétiques.** C'est une condition essentielle à la qualité de la participation citoyenne aux débats sociaux sur les questions d'énergie. Dans la foulée de cette enquête ainsi que de la publication en février 2015 du livre blanc *L'énergie au Québec et au Canada : un document pour engager la conversation*⁶, diverses initiatives seront entamées au CIRANO et à l'IET afin de promouvoir la sensibilisation et la participation de la population en ce qui concerne les choix énergétiques du Québec.

4. État de l'énergie au Québec 2015 : http://energie.hec.ca/wp-content/uploads/2014/12/EEQ2015_FINAL_2015.pdf

5. Baromètre CIRANO (2012), résumé disponible à : <http://www.presses-polytechnique.ca/depliants/9782553016387.pdf>

6. Disponible à : http://symposiumtrottier.mgi.polymtl.ca/2015/150302_WhitePaper_IET_FR.pdf

INTRODUCTION

Parmi les grands sujets de débat du XXI^e siècle, les enjeux énergétiques stimulent et intéressent les intervenants issus de très nombreuses disciplines. Les dimensions économiques et sociales liées aux ressources énergétiques ont toujours été prises en compte par les gouvernements. D'une part, il s'agit de maximiser le bien-être de la population en s'assurant que sa demande énergétique soit satisfaite alors que, d'autre part, chaque gouvernement cherche à valoriser les ressources énergétiques qu'il possède en termes de production et de création d'emplois, un objectif souvent atteint par l'exportation desdites ressources. La prise en compte des impacts environnementaux reliés à l'exploitation et à l'utilisation des ressources énergétiques est plus récente, mais ceux-ci sont devenus très rapidement l'un des enjeux les plus préoccupants du siècle, et ce, à l'échelle de la planète entière. D'ailleurs, selon le Baromètre CIRANO⁷ qui présente les résultats d'une enquête réalisée annuellement depuis 2011 auprès d'un échantillon représentatif de la population, les Québécois sont préoccupés par les risques environnementaux et les ressources énergétiques. Depuis 2011, cette catégorie de risques se situe au 3^e rang sur les 10 risques à l'étude qui préoccupent les Québécois personnellement.

À l'échelle individuelle, l'énergie est essentielle dans notre vie quotidienne. Du fait de son importance pour notre société, diverses questions relatives à l'énergie sont abordées par les médias presque tous les jours. Certains aspects de la thématique énergétique nous sont familiers, tels que le prix de l'essence ou le montant de notre facture d'électricité. Beaucoup d'autres aspects le sont moins, comme par exemple l'origine du pétrole à partir duquel est fabriquée l'essence que nous achetons ou le processus qui fixe le prix de l'électricité au Québec.

À la lumière de ces constats, il nous semble important d'intégrer la population dans les débats et discussions portant sur les enjeux énergétiques et environnementaux. La contribution du public sera d'autant plus pertinente si celui-ci a une bonne connaissance et compréhension des enjeux sur lesquels il est consulté. Afin de définir un cadre de discussion qui soit efficace et identifier les obstacles à la participation active des citoyens, il est nécessaire d'obtenir la réponse à certaines questions :

- Quel est le niveau moyen de connaissance des Québécois concernant la situation énergétique du Québec?
- Comment les Québécois perçoivent-ils le phénomène du réchauffement climatique? Font-ils le lien entre les catastrophes naturelles et les activités humaines?
- Ont-ils l'impression d'avoir une influence sur la situation énergétique du Québec?
- Ont-ils l'impression que leurs comportements ont un impact sur le phénomène du réchauffement climatique?
- Quelles sont leurs préférences en ce qui concerne les grands enjeux et projets énergétiques?

Ce rapport, fruit d'une collaboration entre le CIRANO et l'Institut de l'énergie Trottier (IET), tente d'apporter des réponses à ces questions. Les résidents du Québec sont placés au centre de notre travail de recherche. Un questionnaire a été créé pour évaluer la perception que les Québécois ont de leur niveau de connaissance ainsi que de leur influence et de leur impact individuel sur les enjeux énergétiques à l'échelle du Québec. Une enquête en ligne a donc été menée auprès d'un échantillon représentatif de la population québécoise au cours du mois d'avril 2015.

Remerciements

Les auteurs remercient Louis Beaumier pour sa contribution à la préparation de ce document et Carl St-Pierre pour l'assistance prêtée à la préparation du sondage et l'analyse des résultats. Nous remercions également Pierre Baptiste, Claude Montmarquette, Normand Mousseau, Pierre-Olivier Pineau et François Vaillancourt pour leurs divers apports à différents aspects de ce projet.

7. <http://www.presses-polytechnique.ca/depliants/9782553016387.pdf>

À PROPOS DE L'ENQUÊTE

Cette publication présente les réponses des Québécois interrogés par Internet du 16 au 20 avril 2015 par l'Institut de sondage Léger Marketing. Au total, 1 010 personnes sélectionnées selon la méthode des quotas et des strates ont répondu au questionnaire. La répartition du recensement national en 2011 des âges, des sexes, des régions, de la langue et de la scolarité a été respectée dans l'échantillon. La durée moyenne des entrevues a été de 12 minutes. Soulignons que la marge d'erreur pour un sondage de 1 000 répondants est de +/- 3,1 %.

Le questionnaire a été créé conjointement par les équipes du CIRANO et de l'IET; il a été validé à la fois par un statisticien et par des experts en sondages de Léger Marketing. Un pré-test a également permis de s'assurer que le questionnaire était compréhensible et que les échelles de réponses choisies étaient les bonnes. Les 24 questions du questionnaire ont été regroupées en quatre sections :

- 1 Évaluation de la connaissance des enjeux énergétiques et environnementaux des Québécois;
- 2 Perception des Québécois concernant le phénomène du réchauffement climatique;
- 3 Comportements et habitudes de consommation d'énergie des Québécois;
- 4 Préférences des Québécois à l'égard des questions énergétiques et environnementales.

NIVEAU DE CONNAISSANCE DES QUÉBÉCOIS DES ENJEUX ÉNERGETIQUES

La situation énergétique peut différer d'un pays à un autre : certains sont des exportateurs nets, tandis que d'autres sont des importateurs nets. En effet, la production nationale peut ne pas correspondre à la demande domestique, que ce soit en termes de quantité ou de types de ressources énergétiques nécessaires pour le fonctionnement de l'économie.

Au Québec, la situation énergétique est fortement tributaire des caractéristiques de son territoire sur lequel on ne trouve ni charbon ni hydrocarbures traditionnels. Depuis toujours, le Québec importe la totalité de ses approvisionnements en charbon, en gaz naturel et en pétrole. Par contre, les énergies provenant de sources renouvelables sont abondantes et le Québec possède un fort potentiel hydroélectrique.

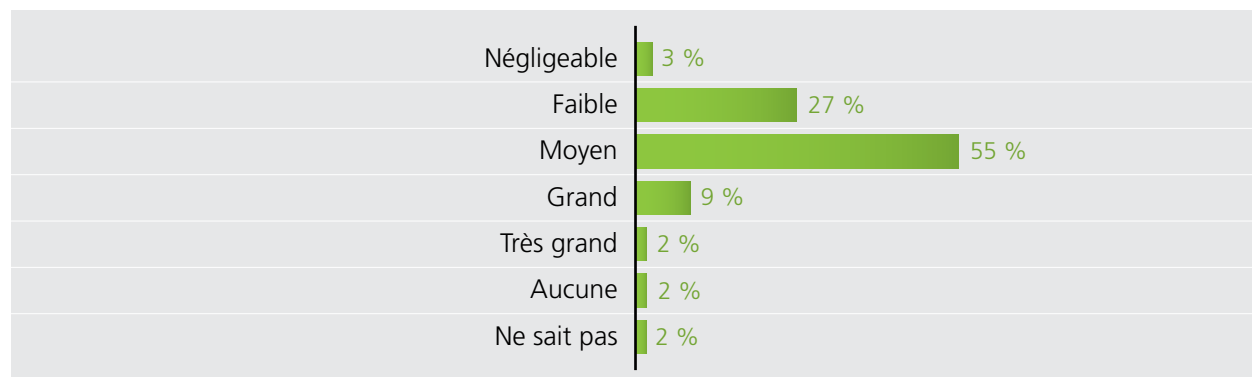
Est-ce que les Québécois ont une bonne connaissance de la situation énergétique du Québec? Cette section tentera de répondre à cette question en abordant différents aspects, tels que le bilan énergétique, les ressources renouvelables et les sources d'information utilisées par les Québécois.



Un niveau de connaissance limité de la situation énergétique du Québec

Les résultats de l'enquête ont montré que la grande majorité des Québécois estiment avoir un niveau de connaissance moyen (55 %) voire faible (27 %) de la situation énergétique du Québec. Une question a été posée afin de connaître les raisons susceptibles d'expliquer leur niveau de connaissance limité.

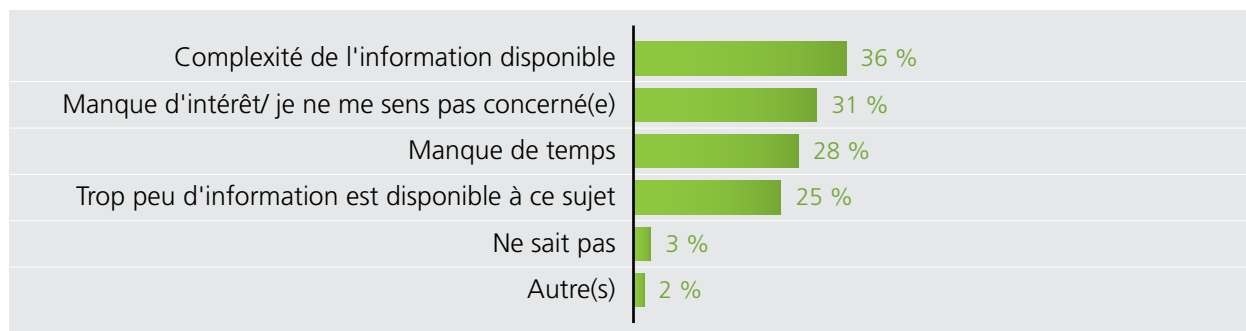
Figure 1: Comment évalueriez-vous votre niveau de connaissance de la situation énergétique du Québec?



Divers motifs peuvent expliquer le manque de connaissance des Québécois. Les répondants sont nombreux à mentionner la « complexité de l'information disponible » (36 %) comme principale raison qui explique leur niveau de connaissance moyen voire faible, suivi d'un « manque d'intérêt » (31 %) et d'un « manque de temps » (28 %). Certains ont aussi répondu qu'il y avait, selon eux, trop peu d'informations disponibles à ce sujet.

Les résultats montrent que **30 %** des Québécois estiment avoir un niveau de connaissance faible, voire négligeable, de la situation énergétique du Québec.

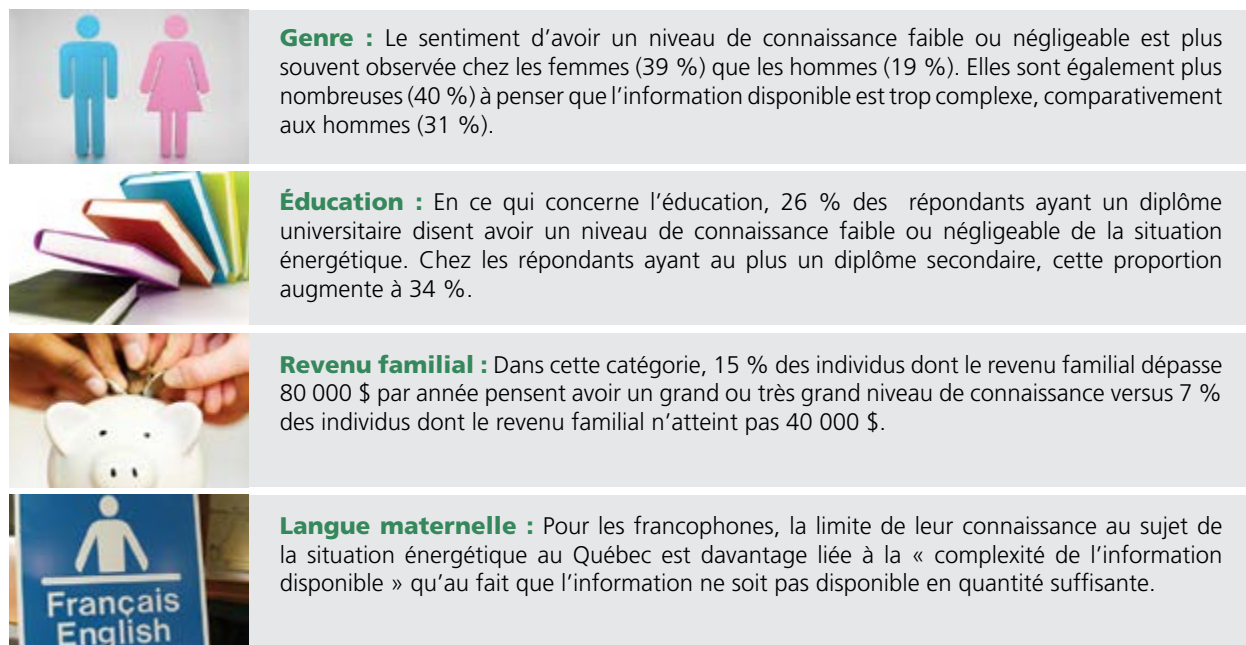
Figure 2 : Quels sont les motifs qui pourraient expliquer vos connaissances limitées de la situation énergétique du Québec? (Le répondant pouvait cocher plusieurs réponses)



Whitmore et Pineau (2015)⁸ considèrent que la complexité de l'information disponible peut être expliquée par le fait que les gouvernements fédéral et provinciaux ne fournissent pas d'accès global et cohérent aux données sur l'énergie. En effet, dans leur rapport, les auteurs ont mentionné un manque de mise à jour régulière des données par les organismes et ministères provinciaux, ainsi qu'un manque de centralisation rigoureuse des statistiques au niveau fédéral.

Il est intéressant de noter que les motifs qui expliqueraient les limites des connaissances des Québécois diffèrent selon leur groupe sociodémographique. Par exemple, les répondants ayant un revenu familial de 80 000 \$ et plus mentionnent plus souvent un « manque de temps ». Les allophones⁹ sont plus nombreux que les francophones à trouver qu'il y a trop peu d'informations disponibles au sujet de l'énergie. Les francophones, eux, sont plus nombreux que les allophones à trouver que les informations disponibles sont trop complexes. D'autres différences ont également été mises en évidence (voir figure 3).

Figure 3 : Des raisons différentes expliquant les connaissances limitées selon la catégorie sociodémographique des répondants.



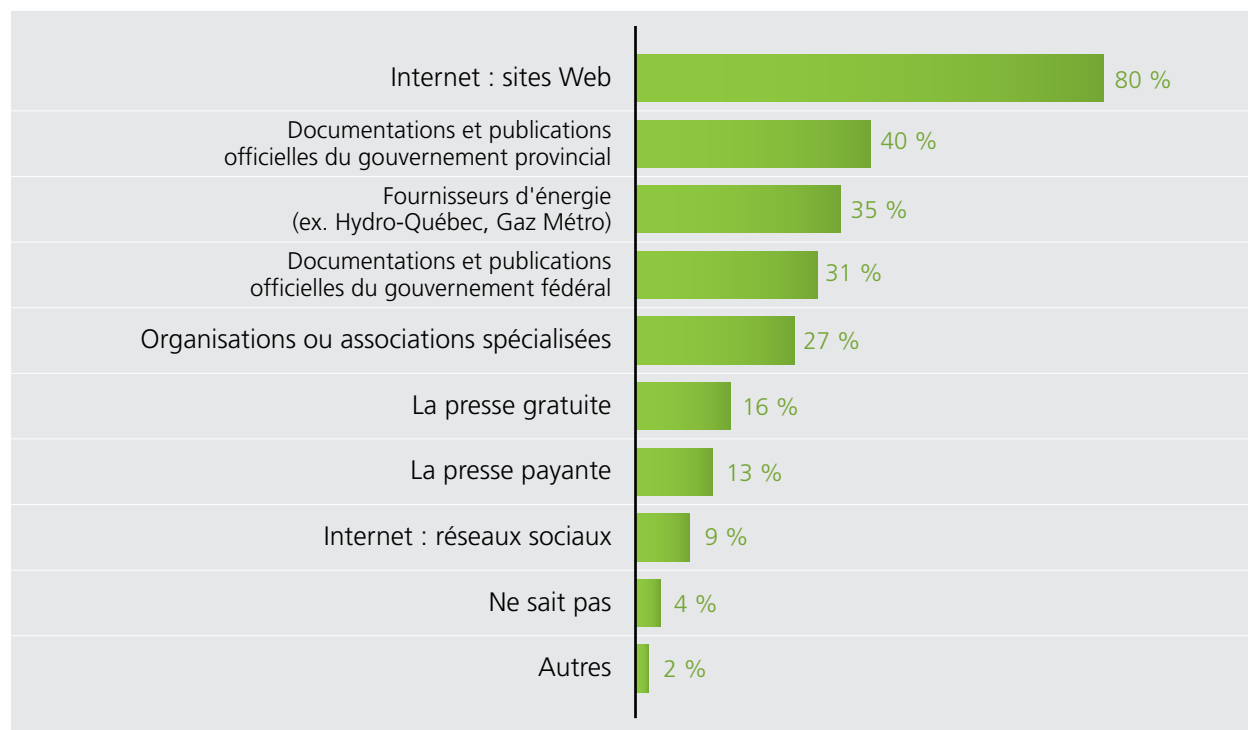
8. http://energie.hec.ca/wp-content/uploads/2014/12/EEQ2015_FINAL_2015.pdf

9. Nous désignons par « allophones » les répondants dont la langue maternelle n'est ni le français ni l'anglais.

De plus, certains répondants ont mentionné « un manque de transparence » comme motif susceptible d’expliquer leurs connaissances limitées. Selon eux, l’information divulguée au public est souvent floue, ou incomplète, et biaisée par la source émettrice (p. ex. les médias, les fournisseurs d’énergie, les lobbys).

Il est alors étonnant de constater que, lorsque l’on demande d’identifier les sources d’information que les Québécois utiliseraient pour se renseigner sur le secteur énergétique, un répondant sur trois (35 %) indique qu’il irait chercher l’information auprès des fournisseurs d’énergie. Toutefois, plus de 80 % des répondants ont spécifié qu’ils iraient consulter un site Web et près de 40 % qu’ils iraient consulter les documentations officielles du gouvernement provincial.

Figure 4 : Si vous deviez vous renseigner sur le secteur énergétique au Québec, auprès de qui iriez-vous chercher de l’information? (Plusieurs réponses possibles)



Des niveaux de connaissance différents selon la ressource énergétique à l’étude

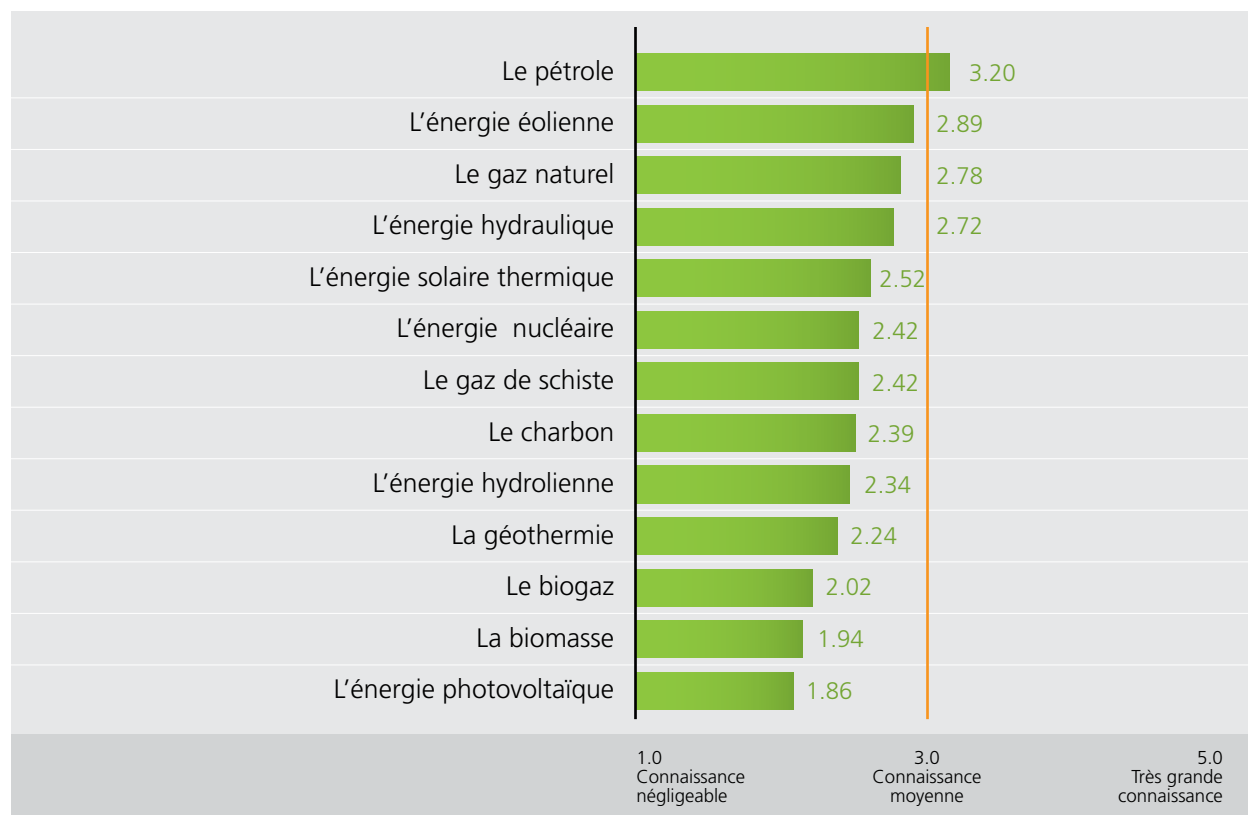
Puisque le pétrole répond à 37 % des besoins énergétiques de la province¹⁰, c’est sans grande surprise que cette source d’énergie soit celle considérée la mieux connue par les Québécois. Lorsqu’on leur demande d’évaluer leur niveau de connaissance de différentes ressources énergétiques, le pétrole est la seule à excéder le niveau de « connaissance moyenne » (correspondant à 3 sur une échelle de 1 à 5, 5 étant très grande connaissance tel que l’illustre la Figure 5. Respectivement 47 %, 27 % et 7 % ont répondu avoir un niveau de connaissance « moyen », « grand » ou « très grand » de cette ressource.

Le pétrole est la seule ressource à l’étude pour laquelle les Québécois pensent avoir un niveau de connaissance qui excède le niveau « moyen ».

10. État de l’énergie au Québec 2015 : http://energie.hec.ca/wp-content/uploads/2014/12/EEQ2015_FINAL_2015.pdf

Le pétrole est suivi par l'énergie éolienne (2,89), le gaz naturel (2,78) et l'énergie hydraulique (2,72). Il est raisonnable de croire que les références régulières à l'énergie éolienne dans les médias ont eu un impact sur le public. Il demeure néanmoins surprenant que celle-ci se classe devant l'énergie hydraulique, source de presque la totalité de l'électricité produite au Québec.

Figure 5 : Comment évalueriez-vous votre niveau de connaissance vis-à-vis des ressources énergétiques suivantes? Moyenne des perceptions des Québécois concernant leur niveau de connaissance de 13 ressources énergétiques.



On peut se demander si l'exposition à l'information concernant certaines ressources énergétiques change les perceptions des individus sur leur niveau de connaissance. Les répondants qui estiment avoir un « grand » ou « très grand » niveau de connaissance sur le pétrole sont plus nombreux que les autres à utiliser la presse (payante ou gratuite) ainsi que les documentations et publications officielles du gouvernement provincial pour se renseigner sur le secteur énergétique au Québec. Par exemple, 40 % des répondants estimant que leur niveau de connaissance est « grand » ou « très grand » utilisent la documentation provinciale comparativement à 30 % des répondants qui se perçoivent comme ayant un niveau de connaissance « négligeable », « faible » ou « moyen ».

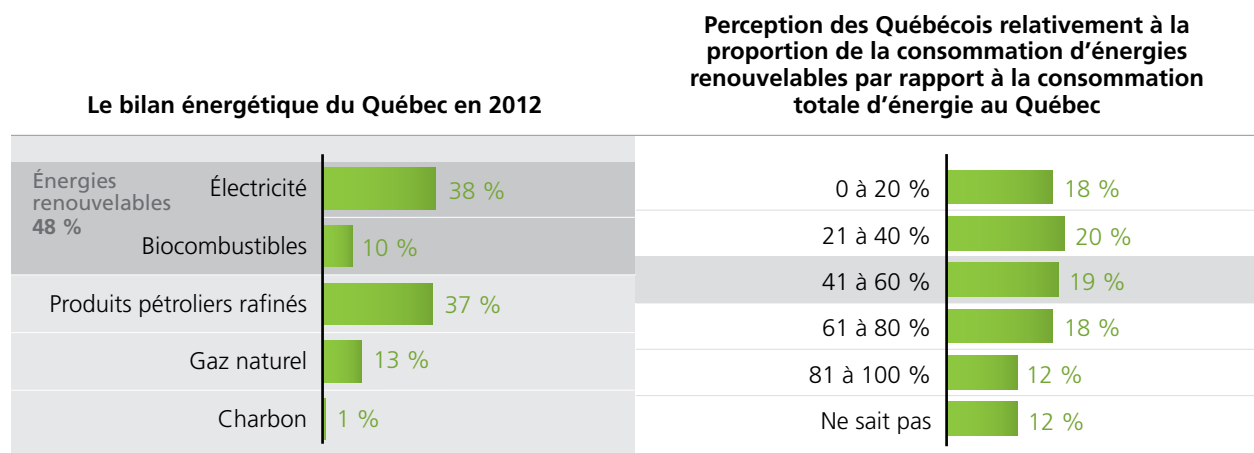


Une connaissance partielle des ressources énergétiques et de leur consommation au Québec

Afin de bien comprendre les possibilités qui s’offrent au Québec en matière d’énergie, il importe tout d’abord de comprendre la demande énergétique, la composition du portefeuille énergétique, les secteurs d’activité grands consommateurs d’énergie et la provenance des ressources énergétiques.

Est-ce que les Québécois ont une bonne connaissance de la demande énergétique du Québec? Le bilan énergétique du Québec est assez équilibré entre les énergies fossiles et les énergies renouvelables : les biocombustibles et l’électricité (qui provient entièrement de sources renouvelables au Québec) répondent à 48 % des besoins énergétiques du Québec. Lorsque nous avons demandé aux répondants d’estimer cette proportion, seul 1 répondant sur 5 (19 %) a pu identifier la fourchette 41-60 % (voir figure 6). Les réponses des participants à l’enquête sont d’ailleurs très partagées entre les cinq intervalles proposés et l’option de réponse « ne sait pas », ce qui souligne la confusion des Québécois quant à la demande énergétique de leur province.

Figure 6 : Comparaison entre les données réelles et les perceptions des Québécois concernant la proportion de la consommation d’énergies renouvelables par rapport à la consommation totale d’énergie au Québec.



Source : graphique élaboré à partir de données tirées de Whiltmore et Pineau, 2015

Bien que la proportion des ressources énergétiques renouvelables consommées semble être méconnue, les Québécois ont toutefois une bonne perception de la répartition réelle de la consommation énergétique par secteur d'activité, telle que présentée dans la Figure 7.

Figure 7 : Comparaison entre les données réelles et les perceptions des Québécois concernant les secteurs grands consommateurs d'énergie.



Source : graphique élaboré à partir de données tirées de Whiltmore et Pineau, 2015

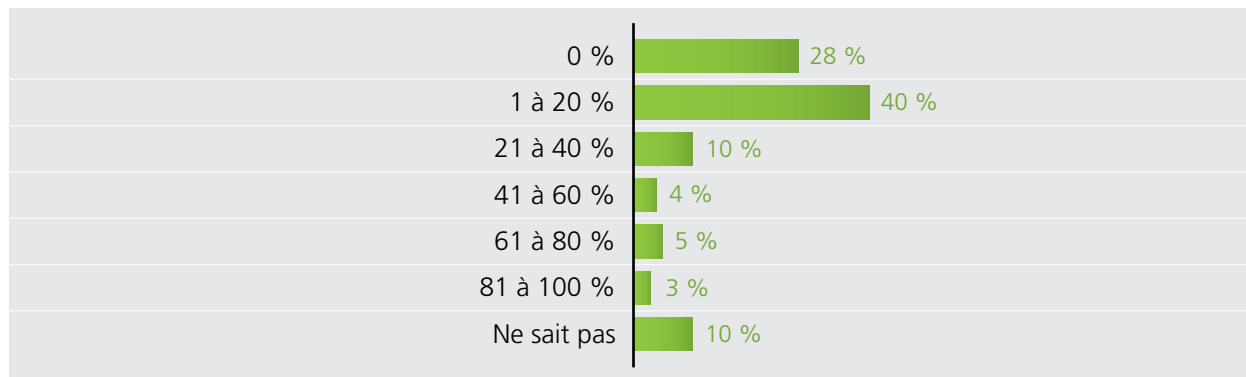


Des Québécois relativement conscients de la provenance du pétrole utilisé au Québec

Le Québec importe une grande partie du pétrole qu'il consomme de pays étrangers et n'exploite aucune ressource pétrolière sur son territoire. À ce titre, presque un répondant sur trois (28 %) estime effectivement que la proportion du pétrole consommé par les Québécois qui est extraite au Québec est nulle. Cela illustre une fois de plus le fait que le pétrole semble être un sujet plutôt bien connu et maîtrisé au Québec. À cette proportion de 28 % (voir Figure 8), nous pouvons ajouter les 40 % qui ont une intuition que la quantité produite au Québec devrait être très faible (entre 1 et 20 %).

Il est aussi intéressant de noter que 75 % des répondants indiquant avoir un niveau de connaissance « grand » ou « très grand » ont estimé que la quantité de pétrole extraite au Québec est nulle ou très faible, contre seulement 63 % de ceux indiquant posséder un niveau de connaissance plus faible.

Figure 8 : Quelle est la proportion du pétrole consommé par les Québécois qui est extraite au Québec?



Des connaissances limitées en matière d'énergies renouvelables

Si nous nous intéressons maintenant plus particulièrement aux énergies renouvelables¹¹, il existe des écarts importants en ce qui concerne le niveau de connaissance de la population au sujet des différentes ressources. Les résultats montrent à nouveau que les Québécois n'ont pas une connaissance approfondie des ressources énergétiques : seulement 29 % des répondants savent que l'énergie photovoltaïque est une

Les Québécois semblent ne pas connaître la terminologie « photovoltaïque » associée à la technologie des panneaux solaires. Seulement **29 %** des répondants savent que l'énergie photovoltaïque est une énergie renouvelable et **27 %** affirment n'avoir jamais entendu parler de cette ressource.

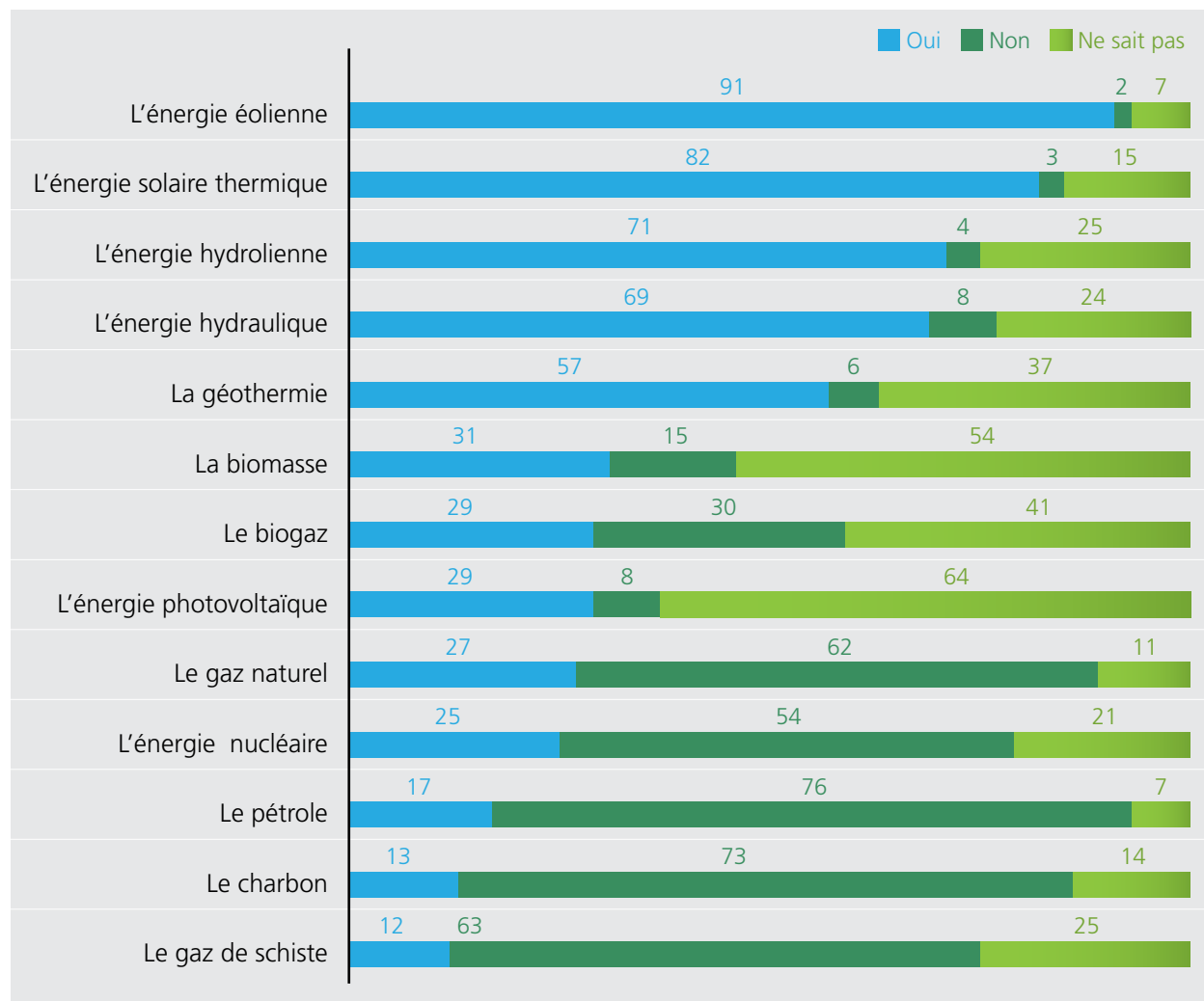
ressource renouvelable et 27 % affirment n'avoir jamais entendu parler de cette ressource, alors qu'il s'agit de la technologie des panneaux solaires. En comparaison, 82 % de l'échantillon a pu reconnaître l'énergie solaire thermique comme étant une ressource renouvelable. Nous pouvons émettre comme hypothèse que la plupart des Québécois ont déjà entendu parler des panneaux solaires sans connaître la terminologie scientifique associée.

Le biogaz et la biomasse sont également assez méconnus par la population. Seulement 5 % des Québécois estiment avoir un niveau de connaissance « grand » ou « très grand » de ces deux ressources. Ce résultat est d'autant plus étonnant sachant que, ensemble, elles répondaient à 10 % des besoins énergétiques québécois en 2012¹².

11. Parmi la liste des treize ressources à l'étude, les ressources énergétiques renouvelables sont : l'énergie éolienne, l'énergie solaire thermique, l'énergie photovoltaïque, l'énergie hydrolienne, l'énergie hydraulique, la géothermie, la biomasse et le biogaz.

12. http://energie.hec.ca/wp-content/uploads/2014/12/EEQ2015_FINAL_2015.pdf

Figure 9 : Parmi les ressources énergétiques suivantes, lesquelles sont renouvelables?



L'absence d'écart significatif entre énergie hydraulique (69%) et énergie hydrolienne (71%) pose la question d'une confusion potentielle entre ces deux ressources, puisqu'au Québec la filière hydrolienne n'est qu'au stade de l'expérimentation¹³. Cependant, **alors qu'au Québec 99% de l'électricité est produite par l'énergie hydraulique¹⁴, comment expliquer que seulement 69% des Québécois l'identifient comme énergie renouvelable?**

13. <http://www.hydroquebec.com/developpement-durable/centre-documentation/pdf/fiche-hydrolienne.pdf>

14. http://energie.hec.ca/wp-content/uploads/2014/12/EEQ2015_FINAL_2015.pdf

Parmi les énergies renouvelables, certaines sont bien connues des Québécois et d'autres moins. Le tableau suivant illustre ces différences en indiquant le pourcentage de répondants ayant indiqué la ressource comme étant une ressource renouvelable.

Figure 10 : Pour chacune des ressources suivantes, veuillez indiquer s'il s'agit d'une ressource énergétique renouvelable.

	Renouvelable :	% des « oui, il s'agit d'une énergie renouvelable »	% des « ne sait pas »
L'énergie éolienne	✓	91 %	7 %
L'énergie solaire thermique	✓	82 %	15 %
L'énergie hydrolienne	✓	71 %	25 %
L'énergie hydraulique	✓	69 %	24 %
L'énergie géothermique	✓	57 %	37 %
La biomasse	✓	31 %	54 %
Le biogaz	✓	29 %	41 %
L'énergie photovoltaïque	✓	29 %	64 %
Le gaz naturel	✗	27 %	11 %
L'énergie nucléaire	✗	25 %	21 %
Le pétrole	✗	17 %	7 %
Le charbon	✗	13 %	14 %
Le gaz de schiste	✗	12 %	25 %

Certains répondants se sont trompés en confondant « ressources énergétiques fossiles épuisables » et « ressources renouvelables ». Respectivement 13 % et 17 % des répondants ont affirmé que le charbon et le pétrole étaient des ressources renouvelables.

Environ 1 répondant sur 5 (17 %) croit que le pétrole est une ressource énergétique renouvelable.

1 répondant sur 4 pense que le nucléaire (25 %) est une ressource renouvelable. Il est intéressant de noter qu'une plus faible proportion de répondants s'est trompée au sujet du gaz de schiste (12 %) comparativement au gaz naturel (27 %), qui sont pourtant tous deux de même nature. Est-ce que cette différence pourrait s'expliquer en partie par la présence médiatique de l'un et de l'autre?

PERCEPTION DES QUÉBÉCOIS CONCERNANT LE PHÉNOMÈNE DU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE

Le plus récent rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), publié en 2013, établit clairement que les activités humaines, notamment l'usage des énergies fossiles, ont conduit à une hausse exceptionnelle de la concentration des gaz à effet de serre, ce qui modifie le climat à un rythme jamais observé par le passé. Cette conclusion, bien que partagée par la quasi-totalité de la communauté scientifique, est tout de même contestée par une frange de la population – les « climato-sceptiques » – dont les propos continuent d'être relayés par les médias. Dans ce contexte, nous avons souhaité connaître l'opinion de la population québécoise en ce qui a trait au phénomène du réchauffement climatique.



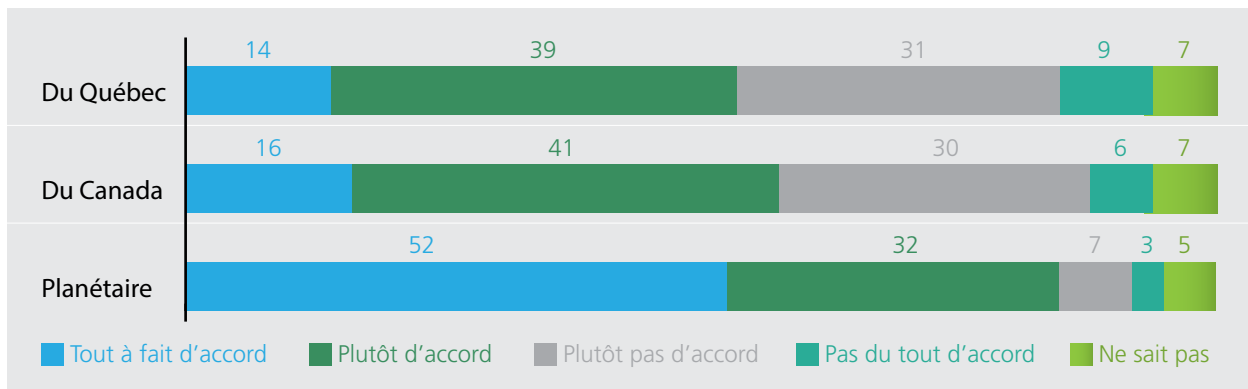
L'augmentation des catastrophes naturelles attribuée au réchauffement climatique

Les manifestations les plus perceptibles du réchauffement climatique sont des épisodes météorologiques hors norme causant des catastrophes naturelles, catastrophes qui devraient se produire de plus en plus fréquemment.

À ce sujet, le sondage révèle que 84 % des Québécois estiment que le nombre de catastrophes naturelles dans le monde a augmenté au cours des 10 dernières années. Ils sont cependant moins nombreux à percevoir cette augmentation au Canada (57 %) et au Québec (53 %). On peut se demander si cette différence pourrait être seulement due à l'absence sur notre territoire de catastrophes de nature plus spectaculaire, telles que des ouragans ou des typhons.

Figure 11 : Perceptions des Québécois de l'augmentation des catastrophes naturelles.

Quel est votre niveau d'accord avec les affirmations suivantes: « Il y a eu une augmentation significative des catastrophes naturelles au cours des dix dernières années à l'échelle... »?



Ce constat étant fait, si nous leur demandons à quoi ils attribuent cette augmentation, plus de 75 % des répondants conviennent que le réchauffement climatique est à l'origine des catastrophes naturelles. Il est à noter que la source d'information utilisée n'a pas d'influence sur cette perception, si ce n'est que les répondants qui s'informent auprès des organisations ou associations spécialisées sont plus nombreux à endosser cette affirmation (83 % comparativement à 73 % des répondants qui n'utilisent pas ces sources d'information).



Des perceptions concernant l'augmentation des catastrophes naturelles différentes selon les caractéristiques sociodémographiques des répondants

Les résultats montrent que 40 % des répondants considèrent qu'il n'y a pas eu d'augmentation significative des catastrophes naturelles au cours des 10 dernières années au Québec. Les réponses données à cette question font ressortir des différences importantes entre les différents sous-groupes démographiques. En effet, parmi ceux qui considèrent qu'il n'y a pas eu d'augmentation significative des catastrophes naturelles au cours des 10 dernières années, on compte :

- 51 % des répondants de la région de Québec (comparativement à 36 % des répondants de la région de Montréal);
- 45 % des hommes (comparativement à 36 % des femmes);
- 60 % des travailleurs des sciences et technologies (comparativement à 39 % des répondants qui ne travaillent pas, 39 % des employés, 37 % des ouvriers et 41 % des gestionnaires ou administrateurs);
- Plus de la moitié des jeunes de moins de 34 ans (54 % des 25 à 34 ans et 51 % des moins de 24 ans) (comparativement à 39 % des 35 à 44 ans, 31 % des 45 à 64 ans et 40 % des plus de 65 ans);
- 50 % des répondants ayant des enfants (comparativement à 37 % des répondants sans enfant).

Selon les résultats du sondage, $\frac{3}{4}$ des Québécois conviennent que le réchauffement climatique est à l'origine des catastrophes naturelles. Il existe de grandes disparités entre les régions en ce qui concerne leur perception d'une augmentation des catastrophes naturelles au Québec depuis les 10 dernières années.

Parmi les répondants qui estiment qu'il y a eu une augmentation significative des catastrophes naturelles au cours des 10 dernières années, on note de grandes disparités entre les 16 régions¹⁵ du Québec, telles que présentées dans le tableau suivant. Les régions qui ont été victimes des plus grandes catastrophes naturelles au Québec sont majoritairement en désaccord avec cette affirmation et considèrent qu'il n'y a pas eu d'augmentation au cours des 10 dernières années. Toutefois, les catastrophes qui avaient touché ces régions ont eu lieu il

y a plus de 10 ans, ce qui explique probablement une partie de ce constat. Par exemple, dans la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean, les habitants ont connu deux catastrophes naturelles : le glissement de terrain de Saint-Jean-Vianney en 1971 (31 morts) et le déluge en 1996 (7 morts et 15 000 évacués). Ils sont 39 % à estimer qu'il n'y a pas eu d'augmentation des catastrophes naturelles depuis les 10 dernières années (la moyenne pour le Québec s'établissant à 53 %).

Tableau 1 : Proportion des Québécois partageant l'avis qu'il y a une augmentation des catastrophes naturelles au Québec par région administrative.

Laurentides	68 %	Estrie	52 %
Centre-du-Québec	66 %	Outaouais	44 %
Bas-Saint-Laurent	61 %	Mauricie	40 %
Montréal	58 %	Saguenay-Lac-Saint-Jean	39 %
Laval	55 %	Capitale-Nationale	38 %
Chaudière-Appalaches	54 %	Côte-Nord	37 %
Montérégie	54 %	Abitibi-Témiscamingue	36 %
Lanaudière	53 %	Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	31 %
		MOYENNE POUR LE QUÉBEC	53 %

15. Nous sommes toutefois conscients que le nombre de répondants par région peut être faible pour certaines régions; il faut donc interpréter les résultats avec précaution.

Le réchauffement climatique est associé à l'activité humaine

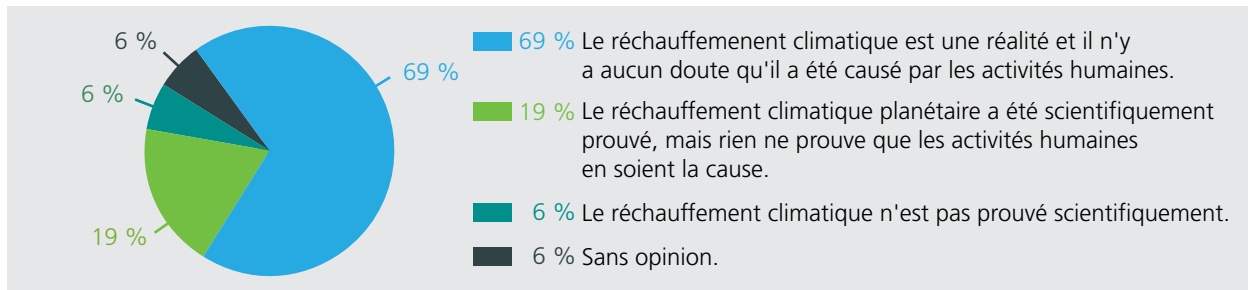
La population, reconnaissant l'existence du phénomène du réchauffement climatique, est-elle prête à y être associée? D'après le sondage, il semble que oui, puisque 69 % des Québécois considèrent que le réchauffement climatique est une réalité et qu'il n'y a aucun doute qu'il a été causé par les activités humaines. C'est légèrement plus que l'ensemble des Canadiens (incluant les Québécois) qui étaient 63 % à endosser cette affirmation selon un sondage réalisé en 2014 pour le compte de The Environics Institute et la Fondation David Suzuki¹⁶. Ce sondage relevait d'ailleurs de grandes variations d'opinions en fonction des provinces (l'acceptation des preuves scientifiques et des causes demeurait la plus répandue au Québec et était la moins susceptible d'être

D'après le sondage, **69 %** des Québécois considèrent que le réchauffement climatique est une réalité et qu'il n'y a aucun doute qu'il a été causé par les activités humaines.

partagée au Manitoba, en Saskatchewan et en Alberta). Selon une comparaison avec les résultats du Baromètre d'opinion sur l'énergie et le climat¹⁷, publié en 2013 par le Commissariat général au développement durable, les Québécois sont également plus nombreux que les Français (61 %) à partager cette conviction en ce qui concerne les changements climatiques.

Figure 12 : Perception du phénomène de réchauffement climatique par les Québécois.

Vis-à-vis du phénomène de réchauffement climatique, laquelle des affirmations suivantes correspondrait le mieux à votre opinion :



Le cas spécifique des « climato-sceptiques »

Les « climato-sceptiques » sont définis dans notre étude comme les répondants qui estiment que le réchauffement climatique n'est pas prouvé scientifiquement (6 % des répondants) ou que celui-ci n'est pas dû aux activités humaines (19 % des répondants); ils représentent ainsi 25 % de nos répondants.

Le fait de ne pas reconnaître la réalité du réchauffement climatique dépend aussi nettement et de façon statistiquement significative de la langue parlée, du sexe, du revenu, du niveau d'éducation et de la région d'habitation tel que le décrit plus spécifiquement la figure suivante.

Ceux qui ne reconnaissent pas la réalité du réchauffement climatique sont surtout :

- les hommes;
- les francophones et les allophones;
- les Québécois dont le ménage jouit d'un revenu de moins de 40 000 \$;
- les Québécois sans diplôme universitaire.

16. Le sondage s'appuie sur des entrevues téléphoniques menées auprès de 2 020 Canadiens, entre le 6 et le 19 octobre 2014.

17. Disponible à : <http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/CS440.pdf>

Figure 13 : Des différences significatives en ce qui concerne la contestation de la réalité du réchauffement climatique en fonction de certaines caractéristiques sociodémographiques.



Des perceptions sur l'existence d'un réchauffement climatique et ses causes influencées par les sources d'information utilisées

Les sources d'information accessibles pour se renseigner sur le secteur énergétique sont nombreuses : Internet, presse écrite, organisations ou associations spécialisées, fournisseurs d'énergie, documentations et publications officielles des gouvernements, etc. D'autre part, les médias jouent un rôle non négligeable dans la manière dont nous percevons les risques et les enjeux environnementaux. La couverture médiatique, que ce soit par la quantité d'informations, la durée de l'information dans le temps ou encore par les caractéristiques des images montrées, va avoir un impact sur notre façon de percevoir la sévérité d'un événement. Il en va de même pour le choix de l'interlocuteur dans un contexte de projets controversés ou de décisions risquées. Ceci étant, est-ce que les perceptions portant sur l'existence d'un réchauffement climatique et ses causes peuvent être influencées par les sources d'information utilisées?

Les répondants qui iraient chercher de l'information sur le secteur énergétique au Québec auprès **d'organisations ou d'associations spécialisées** sont plus nombreux à considérer que le réchauffement climatique est une réalité et qu'il n'y a aucun doute qu'il a été causé par les activités humaines (77 % comparativement à 66 % de ceux qui n'iraient pas consulter cette source d'information). Ils sont également plus nombreux à considérer le réchauffement climatique comme étant la cause des catastrophes naturelles (83 % comparativement à 73 % des répondants qui n'utilisent pas ces sources d'information).

Ils sont significativement moins nombreux à ne pas avoir d'opinion au sujet du phénomène du réchauffement climatique (1 % comparativement à 8 % des personnes n'étant pas portées à utiliser les organisations et associations spécialisées comme source d'information). À l'inverse, ceux qui réfutent la réalité scientifique des changements climatiques (25 % des répondants) sont surreprésentés parmi les répondants qui iraient chercher de l'information sur le secteur énergétique sur les réseaux sociaux (34 % comparativement à 24 % des personnes n'utilisant pas les réseaux sociaux pour s'informer).

Ceux qui s'informent au sujet du secteur énergétique par l'entremise des réseaux sociaux sont plus nombreux à réfuter la réalité scientifique des changements climatiques que ceux qui ne les utilisent pas.

Globalement, les Québécois sont conscients du phénomène du réchauffement climatique et semblent être d'accord avec le fait que ce réchauffement climatique est lié aux activités humaines. À la lumière de ces constats, qu'est-ce que les Québécois privilégient comme solutions à mettre en place afin de limiter leurs impacts sur l'environnement? Nous allons, au fil des prochaines sections, décrire les propositions de solutions et analyser les préférences, d'abord à l'échelle sociétale (Section 3), puis individuelle (Section 4).

PRÉFÉRENCES DES QUÉBÉCOIS À L'ÉCHELLE SOCIÉTALE ET DISPOSITION À PAYER

Les préférences des Québécois vont être analysées, dans un premier temps en matière de ressources pétrolières et, dans un deuxième temps, en matière d'énergies renouvelables.



Identification des préférences des Québécois à l'échelle sociétale

Une grande majorité de Québécois privilégient le pétrole local parmi les options d'approvisionnement

À court terme, il est difficile d'éliminer le pétrole du bilan énergétique du Québec. Les divers produits pétroliers répondent actuellement à 37 %¹⁸ des besoins énergétiques des Québécois. La totalité du pétrole brut nécessaire pour la production de ces produits pétroliers est importée d'autres pays ou provinces canadiennes. Dans ce contexte, afin d'identifier la préférence en ce qui concerne l'origine des produits pétroliers que les Québécois consomment, nous avons proposé quatre options pour le Québec relativement au lieu où se procurer le pétrole dont il a besoin et demandé aux répondants de choisir celle qui, d'après eux, est la meilleure.

Un fait très intéressant est mis en lumière par les résultats de l'enquête : l'option « exploiter les ressources pétrolières au Québec, s'il en existe » est préconisée par 42 % des répondants, loin devant la deuxième option choisie qui est de « privilégier l'importation du pétrole provenant de l'Ouest du Canada » (19 %).

Cependant, si nous poussons l'analyse un peu plus loin, les répondants âgés de 65 ans et plus sont plus nombreux (57 %) que les jeunes répondants de 18 à 24 ans (21 %) ou de 25 à 34 ans (31 %) à avoir opté pour l'option d'exploiter les ressources au Québec. La proportion élevée des répondants âgés de 65 ans et plus dans l'échantillon (qui reflète la structure réelle actuelle de la société québécoise) a donc contribué à tirer le pourcentage vers le haut. À la lumière de ces résultats, nous pourrions nous demander si la notion

de développement durable et les valeurs écologiques sont prises en compte de manière différente selon la tranche d'âge des répondants en ce qui concerne leurs choix et préférences en matière d'énergie, ou encore s'il s'agit plutôt du syndrome « pas dans ma cour ».

Seulement 7% des québécois souhaitent continuer à « importer des pays étrangers ». Rappelons cependant que le Québec importait en 2012 près de 90% de son pétrole brut de l'Afrique (Algérie), de la mer du Nord (Royaume-Uni et Norvège), de la Russie et du Kazakhstan. La situation actuelle est tout autre : en 2014, la plus grande part des approvisionnements d'huiles brutes, de pétrole ou de minéraux bitumineux pour le Québec provient des États-Unis¹⁹.

L'option « exploiter les ressources pétrolières au Québec s'il en existe » est préconisée par 42% des Québécois, loin devant la deuxième option choisie qui est de « privilégier l'importation du pétrole provenant de l'Ouest du Canada » (19%).

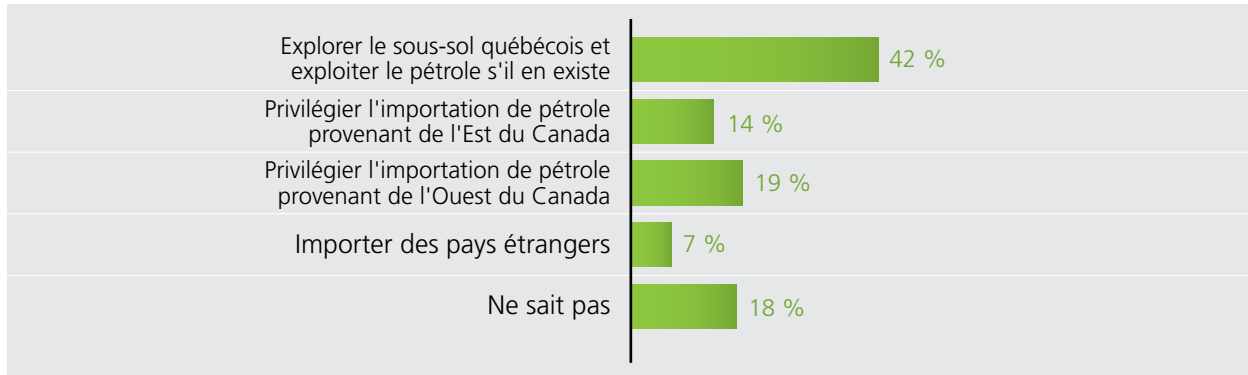
Une analyse plus détaillée des résultats montre que les Québécois âgés de 65 ans et plus sont plus nombreux (57%) que ceux âgés de 18 à 24 ans (21%) ou de 25 à 34 ans (31%) à avoir opté pour l'option d'exploiter les ressources au Québec. L'échantillon du sondage reflétant la composition de la population, la catégorie des 65 ans et plus, par son poids démographique, tire le pourcentage vers le haut. Outre cela, nous pourrions nous demander si la notion de développement durable et les valeurs écologiques sont prises en compte de manière différente selon la tranche d'âge.

18. Donnée pour l'année 2012, extrait de http://energie.hec.ca/wp-content/uploads/2014/12/EEQ2015_FINAL_2015.pdf

19. Ces données doivent toutefois être utilisées avec beaucoup de précautions puisqu'elles ne distinguent pas l'utilisation ni la destination des produits importés. Ces données proviennent de compilations des données d'import-export (base de données sur le commerce international canadien de marchandises tableau CANSIM 990-0027) et des données sur les exportations de pétrole américain au Canada de l'EIA.

Les statistiques révélées par la Figure 14 sont d'autant intéressantes lorsque mises en perspective avec les résultats du Baromètre CIRANO « Perception des risques au Québec », Document de recherche CIRANO (voir encadré 1).

Figure 14 : Selon vous, quelle est la meilleure option permettant au Québec de se procurer le pétrole dont il en a besoin?



Encadré 1 : Étude de cas tirée du Baromètre CIRANO 2013 sur l'extraction des énergies fossiles au Québec.

Dans le cadre du Baromètre CIRANO²⁰ sur la perception des risques reliés aux grands projets et enjeux du Québec par les Québécois, une étude de cas spécifique sur les ressources énergétiques fossiles a été menée en 2013. Plus de 1 000 répondants issus d'un échantillon représentatif de la population québécoise ont été sondés sur une situation hypothétique dans laquelle le gouvernement du Québec annonce la révision de sa stratégie énergétique pour prioriser l'extraction des énergies fossiles au Québec.

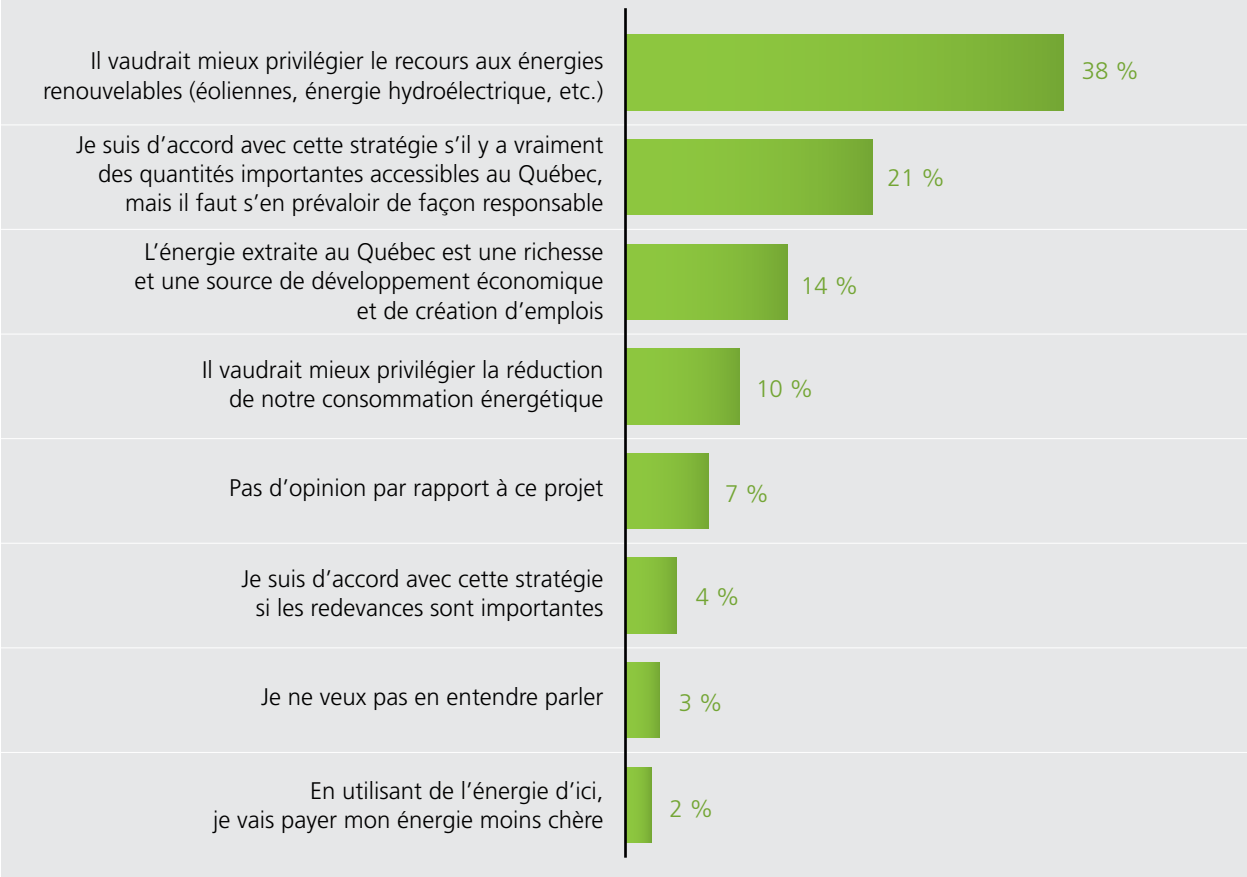
En réaction à cette annonce, 21 % des répondants sont d'accord avec cette stratégie à deux conditions : 1) qu'une quantité suffisamment importante soit accessible dans le sous-sol du Québec et 2) que le gouvernement s'en prévale de manière responsable. Parmi les répondants, 14 % pensent que l'énergie extraite au Québec est une richesse et une source de développement économique et de création d'emplois.

Toutefois, 38 % des répondants pensent qu'il vaudrait mieux privilégier le recours aux énergies renouvelables (éoliennes, hydro-électrique, etc.). Ce résultat vient nuancer les faits mis en évidence par la figure 14. Certes, l'option d'exploiter les ressources pétrolières au Québec est celle à privilégier entre les quatre moyens proposés pour se procurer du pétrole. Cependant, ceci ne signifie pas forcément que la population est pour l'exploitation du pétrole au Québec s'il existe des alternatives ayant moins d'impact sur l'environnement. En effet, 21 % des répondants signeraient une pétition contre l'extraction de pétrole au Québec si l'annonce devenait effective.

20. Source : De Marcellis-Warin, N., Peignier I, 2013, Baromètre CIRANO « Perception des risques au Québec », Document de recherche CIRANO. Le Baromètre CIRANO est un projet récurrent qui se base sur une enquête réalisée annuellement auprès de la population du Québec sur leur perception des risques. Le Baromètre CIRANO 2012 a fait l'objet d'un ouvrage publié aux Presses de Polytechniques et disponible à l'adresse suivante : <http://www.presses-polytechnique.ca/depliants/9782553016387.pdf>
L'enjeu de « l'exploration pour du pétrole dans le golfe du Saint-Laurent » a été étudié trois années de suite en 2011, 2012 et 2013 dans le cadre du projet Baromètre CIRANO. Pour de plus amples informations à ce sujet, veuillez consulter l'annexe 2 jointe du présent rapport. Cette annexe contient des données sur la perception des Québécois en 2013 quant au niveau de risque et de bénéfice associé à l'exploration pétrolière dans le golfe du Saint-Laurent. Le niveau de confiance des Québécois dans la gestion par le gouvernement provincial ainsi que le niveau d'acceptabilité sociale de cet enjeu y sont également exposés.

Encadré 1 : Étude de cas tirée du Baromètre CIRANO 2013 sur l'extraction des énergies fossiles au Québec.

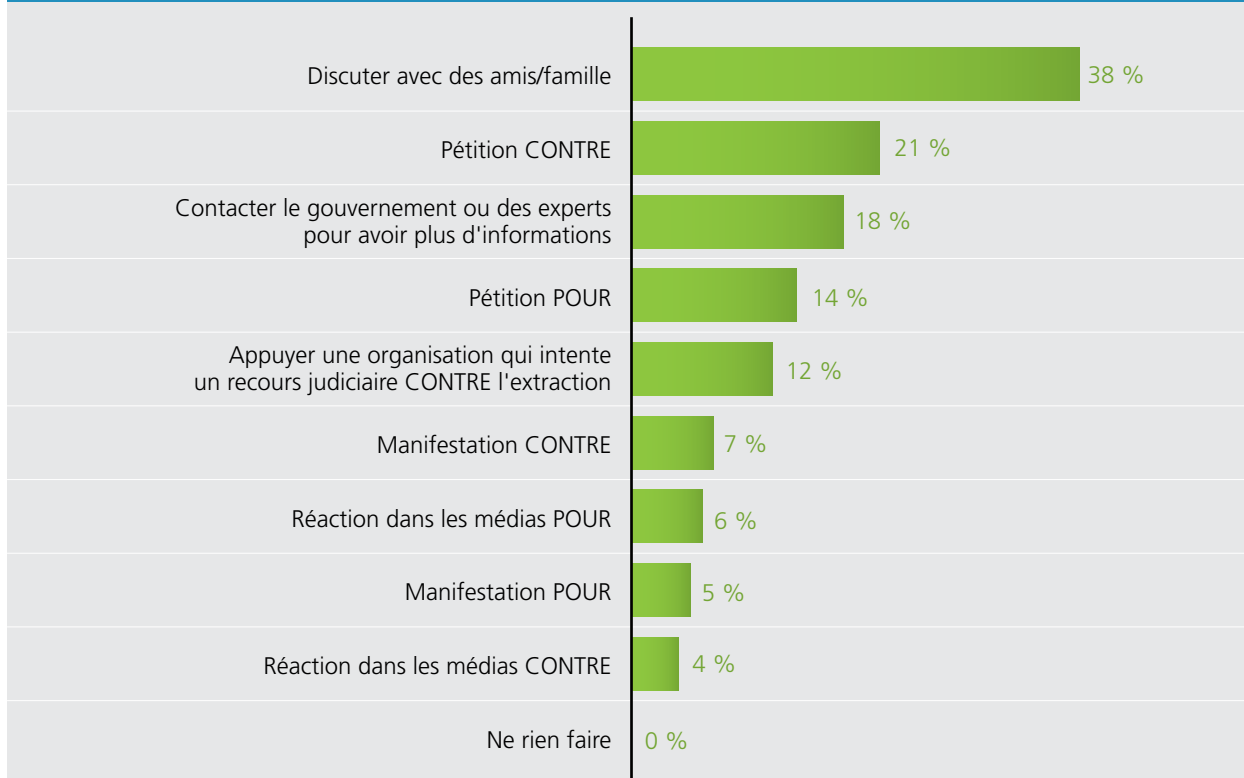
Figure 15 : Quelle est votre opinion par rapport à cette annonce? (% de répondants)



Source : De Marcellis-Warin, N., Peignier I, 2013, Baromètre CIRANO « Perception des risques au Québec », Document de recherche CIRANO.

Encadré 1 : Étude de cas tirée du Baromètre CIRANO 2013 sur l'extraction des énergies fossiles au Québec.

Figure 16 : Quelle est votre opinion par rapport à une annonce du gouvernement du Québec de réviser sa stratégie énergétique pour prioriser l'extraction des énergies fossiles au Québec? (% de répondants)



Source : De Marcellis-Warin, N., Peignier I, 2013, Baromètre CIRANO « Perception des risques au Québec », Document de recherche CIRANO.



Les investissements dans le développement des filières énergétiques renouvelables souhaitéschoisis par une majorité deles Québécois

Afin de révéler les préférences des Québécois en ce qui concerne les mesures que le gouvernement provincial devrait mettre en place afin de limiter leurs impacts sur l'environnement, nous avons demandé aux répondants de classer quatre mesures proposées dans un ordre de 1 à 4 (1 étant la mesure prioritaire). Le tableau qui suit présente l'ordre obtenu des résultats du sondage.

Tableau 2 : Classement de quatre mesures sociétales selon les préférences des Québécois.

Priorité	Mesures
1	Investir dans le développement des filières énergétiques renouvelables (éolienne, biomasse, valorisation des déchets organiques, etc.)
2	Investir dans la recherche et l'innovation énergétique afin d'améliorer l'efficacité énergétique
3	Mettre en avant les campagnes de sensibilisation afin d'améliorer l'efficacité énergétique ou de promouvoir certaines sources énergétiques
4	Améliorer l'offre de transport en commun au Québec

Selon les répondants, le gouvernement devrait investir en priorité dans les filières des énergies renouvelables et ensuite faire des investissements dans la filière de l'efficacité énergétique. La combinaison de ces deux mesures devrait permettre au Québec de réduire sa dépendance aux énergies fossiles et polluantes. Sur le plan économique, elles permettraient d'améliorer la sécurité énergétique du Québec et de réduire sa facture d'importation d'énergies fossiles.

Ce choix confirme d'une certaine façon l'importance que les Québécois accordent aux questions énergétiques, ayant favorisé les investissements en recherche et en développement liés à l'énergie. Les deux autres mesures ne sont pas à écarter, notamment les efforts de sensibilisation et de promotion, puisque les précédents résultats du sondage font ressortir un manque de connaissance sur l'énergie.



Des Québécois prêts à accepter des projets énergétiques pour le Québec mais « pas dans leur cour »

Nous avons ensuite tenté de mieux cerner les préférences des Québécois concernant des projets spécifiques. Neuf projets ont été sélectionnés pour l'étude, dont huit sont reliés aux infrastructures énergétiques et un au transport en commun; ils sont répertoriés dans le tableau 3. Deux questions étaient destinées à révéler l'acceptabilité sociale du développement de ces projets : dans un premier temps, au Québec en général puis, dans un deuxième temps, dans le voisinage des répondants.

À l'échelle du Québec, l'implantation de parcs de panneaux solaires est le projet qui est le mieux accepté (87 %), suivi de la création d'une ligne de transport en commun et de l'installation d'un parc d'éoliennes, acceptés respectivement par 83 % et 75 % des Québécois (voir tableau 3). Ces résultats confirment la préférence des Québécois pour les ressources énergétiques renouvelables.

L'installation d'une centrale nucléaire est le projet le moins accepté au Québec (11 %), ce qui est compréhensible compte tenu du fait que Gentilly 2, la dernière centrale nucléaire du Québec, a été fermée en 2012, un an après l'accident de Fukushima, au Japon, qui a ravivé le débat autour du nucléaire à l'échelle mondiale.

Pour l'ensemble des neuf projets, les hommes sont significativement plus nombreux que les femmes à se prononcer pour leur développement au Québec. Par exemple, 73 % des hommes accepteraient l'implantation de nouvelles lignes de haute tension au Québec contre 36 % des femmes.

Les résultats montrent que le paramètre de proximité géographique n'affecte pas l'ordre de préférence des projets, mais que tous les projets subissent une baisse significative de leur pourcentage d'appui s'ils devaient être réalisés dans le voisinage des répondants. Il est à noter que les baisses les plus importantes sont constatées pour l'implantation d'un gazoduc, d'un puits de gaz naturel, de lignes à haute tension et pour l'implantation d'une usine de bio-méthanisation. Ce constat vient illustrer empiriquement le phénomène du « Pas dans ma cour » ou NIMBY (*Not In My Backyard*).

D'après les résultats, 3 répondants sur 4 accepteraient l'installation d'un parc d'éoliennes au Québec. Cependant, 1 répondant sur 3 refuserait qu'un parc d'éoliennes soit installé dans le voisinage de son lieu de résidence.

Un répondant sur trois (30 %) est contre l'installation d'un parc d'éoliennes « dans sa cour » (voir tableau 4 : Pourcentage des répondants qui sont opposés au développement des 9 projets à l'étude, au Québec et dans leur voisinage), alors que le développement de cette filière au Québec est accepté par trois répondants sur quatre (75 %). Nous pouvons alors émettre l'hypothèse qu'il s'agit davantage d'une opposition relative au lieu choisi pour le développement des éoliennes plutôt qu'une opposition à la technologie choisie.

Tableau 3 : Pourcentage des répondants en faveur du développement des 9 projets à l'étude, au Québec et dans leur voisinage.

(...)	% des répondants qui sont en faveur d'un projet de (...) au Québec	% des répondants qui sont en faveur d'un projet de (...) dans leur voisinage
Installation de parcs de panneaux solaires	87	82
Implantation d'une ligne de transport en commun (ex. ligne de tramway, rail de train ou de métro)	83	80
Installation d'un parc d'éoliennes	75	66
Implantation de lignes à haute tension	54	33
Implantation d'un gazoduc (pipeline de gaz naturel)	46	27
Implantation d'un puits de gaz naturel	46	25
Implantation d'un oléoduc (pipeline de pétrole)	36	21
Implantation d'une usine de méthanisation	35	20
Installation d'une centrale nucléaire	11	6

Tableau 4 : Pourcentage des répondants qui sont opposés au développement des 9 projets à l'étude, au Québec et dans leur voisinage.

(...)	% des répondants qui sont contre un projet de (...) au Québec	% des répondants qui sont contre un projet de (...) dans leur voisinage
Installation d'une centrale nucléaire	81	89
Implantation d'un oléoduc (pipeline de pétrole)	54	71
Implantation d'un gazoduc (pipeline de gaz naturel)	42	66
Implantation d'un puits de gaz naturel	40	66
Implantation d'une usine de méthanisation	33	57
Implantation de lignes à haute tension	33	60
Installation d'un parc d'éoliennes	19	30
Implantation d'une ligne de transport en commun (ex. ligne de tramway, rail de train ou de métro)	11	15
Installation de parcs de panneaux solaires	6	13

L'opposition des Québécois à la filière du nucléaire est corroborée à nouveau par un pourcentage très élevé de Québécois (81 %) qui ne veulent pas qu'une nouvelle centrale nucléaire soit installée au Québec. Dans ce cas, il s'agit réellement d'une opposition à cette technologie.

D'après le sondage, 8 répondants sur 10 sont contre le développement de la filière nucléaire au Québec. Environ 9 répondants sur 10 sont contre l'installation d'une centrale nucléaire à proximité de chez eux.

Voici un tableau qui synthétise les changements en termes d'acceptabilité sociale en ce qui concerne l'implantation des neuf projets énergétiques à l'étude, lorsque l'on passe d'un projet réalisé sur le territoire du Québec en général à un autre réalisé proche du lieu de résidence.

Tableau 5 : Comparaison des niveaux d'acceptabilité sociale de huit projets énergétiques en fonction du lieu d'implantation.

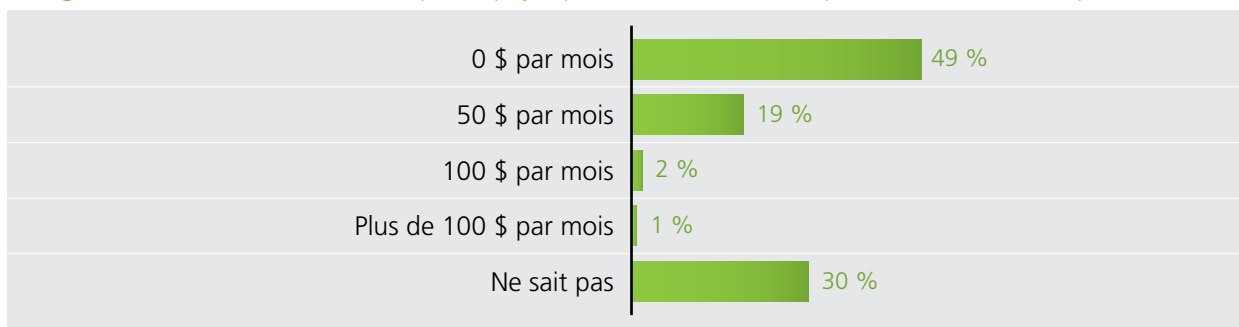
	Développement au Québec	Développement proche de la résidence du répondant
Plutôt CONTRE ²¹	Oléoduc Centrale nucléaire	Oléoduc Centrale nucléaire Gazoduc Usine de bio méthanisation Puits de gaz naturel Lignes à haute tension
Ni pour, ni contre	Gazoduc Usine de bio méthanisation Puits de gaz naturel Lignes à haute tension	
Plutôt POUR	Parc d'éoliennes Panneaux solaires	Parc d'éoliennes Panneaux solaires



Disposition des Québécois à payer pour les mesures énergétiques préconisées

Les mesures préférées par les Québécois étant maintenant connues, nous avons cherché à savoir s'ils étaient prêts à payer pour soutenir celles-ci et, si c'est le cas, quel montant maximum ils étaient prêts à déboursier.

Figure 17 : Combien seriez-vous prêt à payer pour soutenir l'une ou plusieurs des mesures préconisées?



21. Afin de pouvoir classer les divers projets dans ce tableau, nous avons fait le choix de considérer que les Québécois sont « plutôt contre » un projet lorsque le pourcentage des répondants qui soutiennent ce projet est inférieur à 45 %. De même, les projets pour lesquels les Québécois sont « plutôt pour » sont ceux qui sont appuyés par plus de 55 % des répondants.

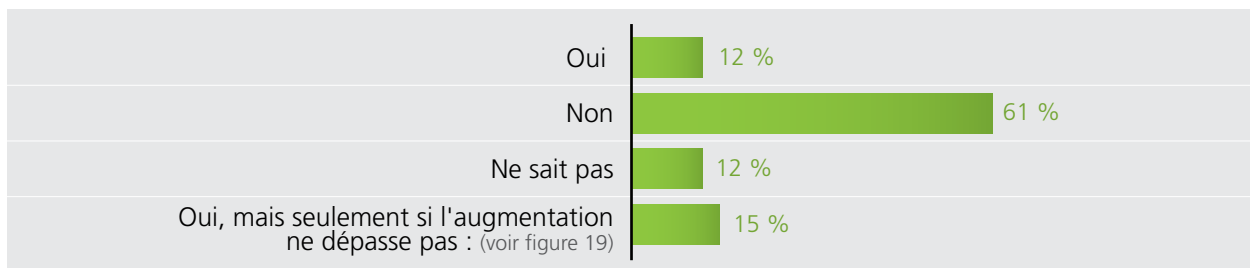
Nous pouvons remarquer qu'une proportion élevée de Québécois ne souhaite pas dépenser une somme supplémentaire par rapport à leurs dépenses énergétiques habituelles : un répondant sur deux (49 %) ne veut pas payer pour soutenir l'une ou plusieurs des quatre mesures proposées (voir Figure 17).

Cette option de réponse est le plus souvent choisie par les jeunes de 18 à 24 ans, les ouvriers et les allophones. En revanche, 2 % de la population est prête à payer 100 \$ par mois et 1 % plus de 100 \$ par mois. Pour donner un ordre de grandeur, selon les données de Statistique Canada, la facture d'électricité annuelle moyenne par ménage québécois en 2009 est de 1 314 \$²², soit une dépense moyenne mensuelle de 110 \$ par ménage.

Nous avons tenté ensuite de révéler la disposition des Québécois à payer pour le développement de la filière des énergies renouvelables au Québec. Cette fois-ci, les répondants avaient la possibilité d'entrer le montant qui leur semblait convenable et qui serait ajouté à leur facture d'électricité.

D'après le sondage, 1 répondant sur 2 ne veut pas payer davantage pour soutenir l'une ou plusieurs des quatre mesures proposées en lien avec les énergies renouvelables.

Figure 18 : Seriez-vous prêt à payer un montant de 50 \$ de plus par mois pour soutenir le développement des filières renouvelables?



Une majorité de Québécois (61 %) refusent de payer pour soutenir le développement des énergies renouvelables, mesure qui est pourtant identifiée par de nombreux répondants comme la priorité pour le Québec.

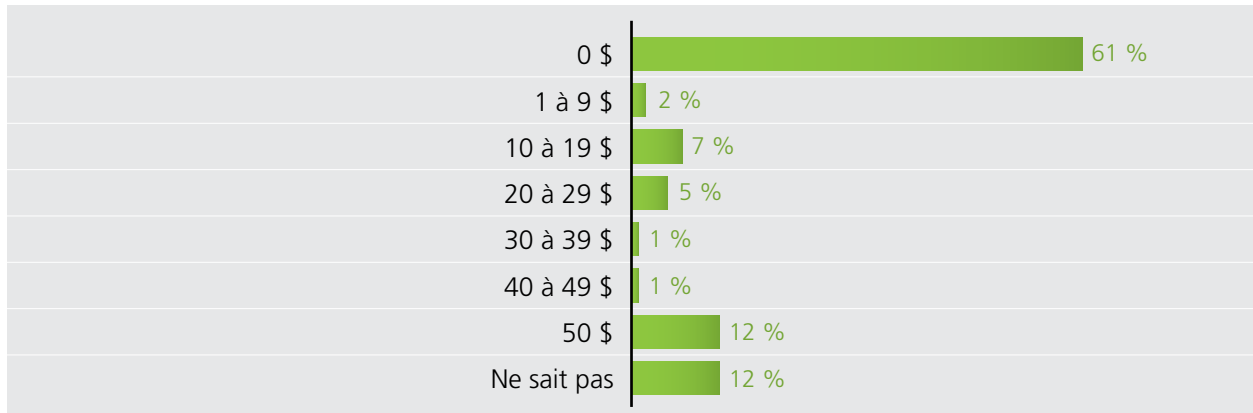
12 % des répondants sont prêts à payer une somme de 50 \$ en plus, ce qui représente une augmentation non négligeable d'environ 50 % de la facture d'électricité²³ mensuelle moyenne par ménage (car la dépense mensuelle moyenne est de 110 \$).

Un autre 12 % des répondants sont prêts à payer une somme supplémentaire qui varie entre 1 et 49 \$, dont environ 5 % sont prêts à payer 10 \$ en plus par mois. Afin d'avoir une idée légèrement plus précise de la disposition des Québécois à payer pour soutenir le développement des énergies renouvelables, la Figure 19 reprend toutes les réponses à cette question recueillies dans le cadre du sondage.

22. Source : tableau CANSIM 203-0003 disponible à <http://www5.statcan.gc.ca/cansima26?lang=eng&retrLang=eng&id=2030003&paSer=&pattern=&stByVal=1&p1=1&p2=38&tabMode=dataTable&csid=> (consulté le 5 mai 2015)

23. Il n'est pas exclu que ce résultat soit influencé par le choix du mode de prélèvement.

Figure 19 : Montant que les Québécois sont prêts à payer en plus sur leur facture d'électricité pour soutenir le développement des énergies renouvelables.

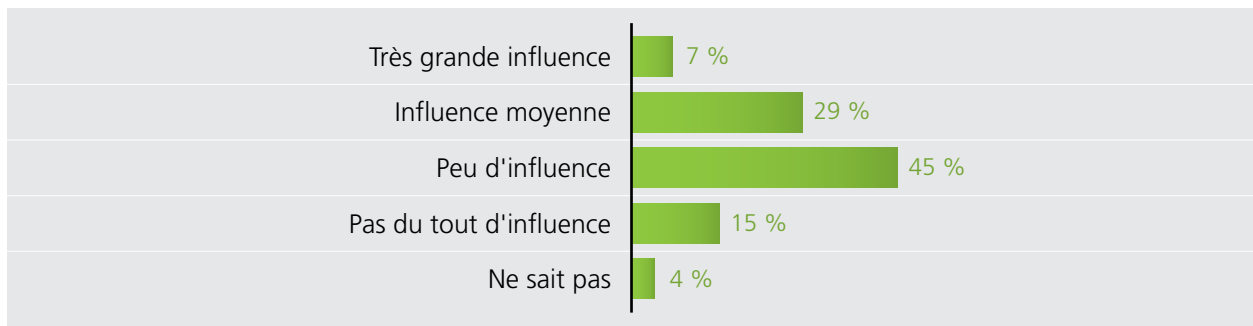


Perception des Québécois concernant leur niveau d'influence sur la situation énergétique du Québec

Les Québécois estiment avoir peu (45 %) voire aucune influence (15 %) sur un changement potentiel de la situation énergétique du Québec. Seul 7 % de la population québécoise pense avoir une très grande influence.

En tant que citoyen, 60 % des Québécois estiment avoir peu voire aucune influence sur un changement potentiel de la situation énergétique du Québec.

Figure 20 : Comment évalueriez-vous, en tant que citoyen québécois, votre niveau d'influence sur un changement potentiel de la situation énergétique du Québec?



Il est intéressant de noter que les répondants qui estiment avoir un faible niveau d'influence sur la situation énergétique du Québec sont significativement plus nombreux que les autres à refuser de payer une somme supplémentaire pour soutenir l'une ou plusieurs des mesures préconisées (ils sont aussi moins nombreux à être enclins à payer 50 \$, ou plus de 100 \$ par mois, pour soutenir les investissements dans les filières énergétiques renouvelables).

On peut se questionner sur les origines de ce sentiment d'avoir très peu d'influence sur la situation énergétique du Québec, sentiment partagé par une majorité de Québécois. Y a-t-il un lien à faire avec leur faible disposition à payer pour les projets proposés?

COMPORTEMENTS, HABITUDES ET PRÉFÉRENCES DES QUÉBÉCOIS À L'ÉCHELLE INDIVIDUELLE

Est-ce que les Québécois sont prêts à changer leurs habitudes afin de diminuer leur consommation d'énergie? Pensez-vous qu'à leur échelle, ils peuvent influencer la consommation d'énergie totale au Québec? Autant de questions auxquelles nous allons apporter certains éléments de réponses.

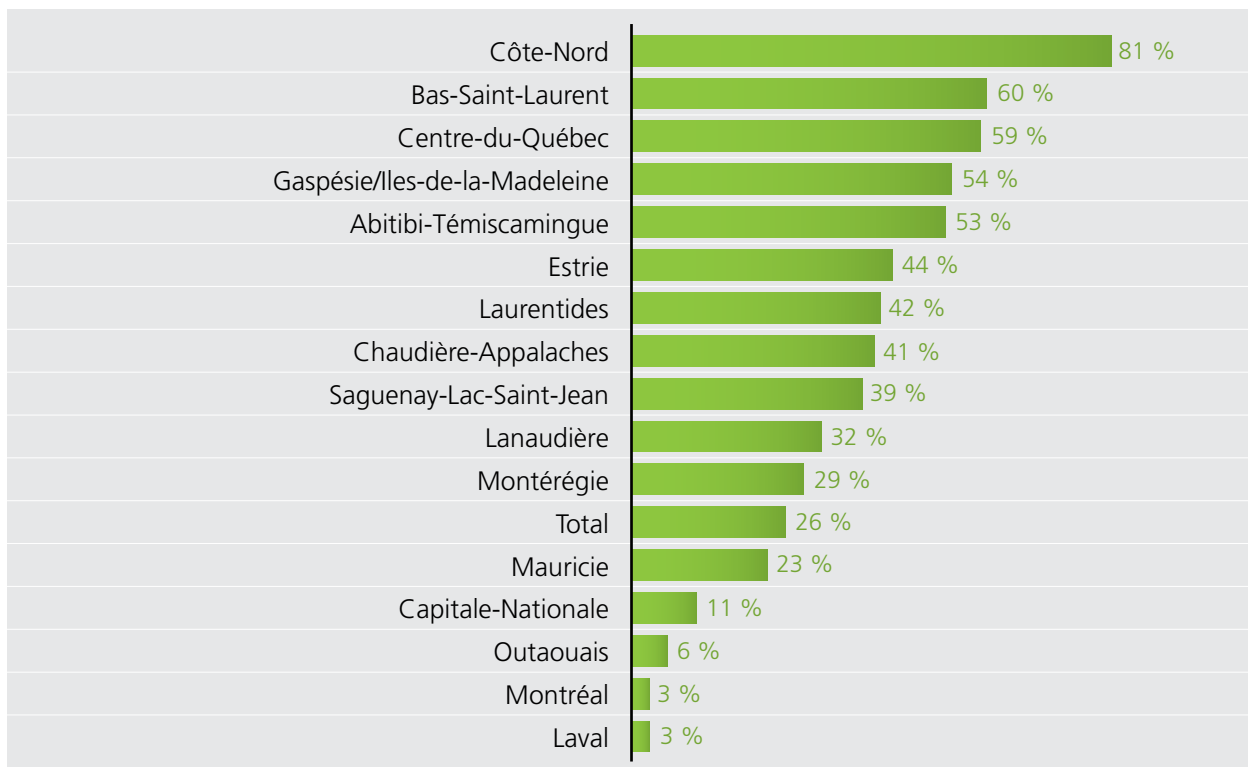


Habitudes et préférences des Québécois en matière de transport

Les Québécois sont plutôt partagés lorsqu'il s'agit de privilégier le transport en commun par rapport à la voiture. En effet, parmi les répondants qui ont une voiture (87 % des répondants), 35 % utilisent le transport en commun plutôt que la voiture lorsque cela est possible. En outre, 26 % des Québécois affirment qu'ils le feraient si l'offre de transport en commun était présente. En analysant cette proportion en fonction de la région d'habitation, on constate de grandes différences. Le graphique suivant illustre que ceux qui sont d'accord en principe pour utiliser les transports en commun, mais qui affirment ne pas le faire à cause d'une offre de transport en commun déficiente, demeurent majoritairement dans des régions rurales ou éloignées des grandes agglomérations.

Les « climato-sceptiques » sont les plus nombreux à ne pas utiliser les transports en commun ou les transports actifs en remplacement de la voiture.

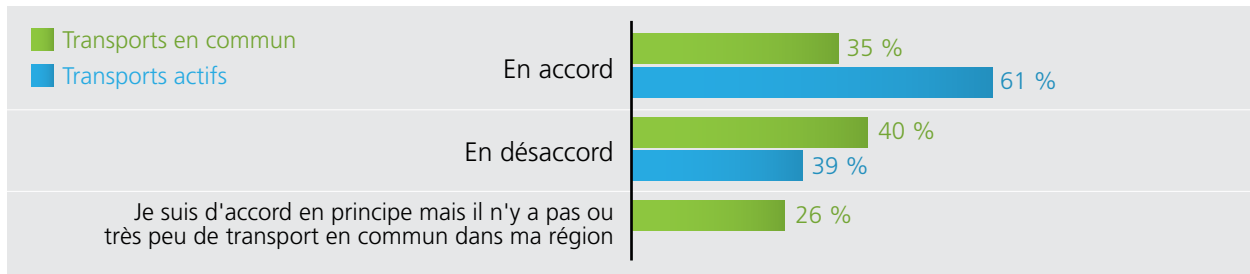
Figure 21 : Proportion par région administrative des répondants étant d'accord avec le principe d'utiliser le transport en commun plutôt que la voiture alors que ce service n'est peu ou pas offert dans leur région.



Les Québécois sont nombreux (61 % des répondants ayant une voiture) à privilégier les transports actifs²⁴ lorsque cela est possible. Ce résultat pourrait peut-être s'expliquer par le bien-être individuel que peuvent procurer la marche, le vélo, etc.

Figure 22 : Comportement des Québécois relativement à l'utilisation des transports en commun ou des transports actifs plutôt que la voiture.

Quel est votre niveau d'accord avec l'affirmation suivante : « lorsque c'est possible, j'utilise les transports en commun (resp. les transports actifs) plutôt que la voiture »?



L'influence de la perception du réchauffement climatique sur les comportements en transport

Il est intéressant de noter qu'il y a une différence significative dans l'utilisation du transport en commun ou du transport actif en remplacement de la voiture en fonction de la perception de la réalité du réchauffement climatique. Ainsi, **54 % des « climato-sceptiques » n'utilisent pas le transport en commun en remplacement de la voiture alors qu'ils ne sont que 34 % parmi ceux qui sont convaincus des changements climatiques.** De la même manière, 48 % des « climato-sceptiques » n'utilisent pas le transport actif lorsque cela est possible comparativement à 35 % des répondants étant d'accord avec le fait que le réchauffement climatique est une réalité.

Plus les Québécois estiment que leur comportement individuel peut influencer la consommation totale d'énergie au Québec, plus ils sont enclins à utiliser les transports en commun ou les transports actifs en remplacement de la voiture.

De plus, on constate que la perception de ne pas avoir d'influence sur la consommation totale d'énergie au Québec décourage les individus à modifier leurs comportements. En effet, 46 % des répondants estimant leur niveau d'influence faible n'utilisent pas le transport actif en remplacement de la voiture, alors que ceux qui pensent que leur comportement a une grande influence sur la consommation totale d'énergie au Québec sont seulement 33 % à ne pas utiliser les transports actifs en remplacement de la voiture.

24. Les transports actifs englobent par exemple la marche, la bicyclette ou les patins à roues alignées.



Habitudes et préférences des Québécois en matière de consommation d'électricité

La sensibilité au prix est un concept qui permet d'évaluer dans quelle mesure le prix d'un produit influe sur les décisions de dépenses des consommateurs. Les résultats de notre enquête ont révélé que 76 % des Québécois chercheraient à réduire leur consommation d'électricité si le prix de celle-ci augmentait de 50 %. Cette augmentation reflète approximativement la différence qui existe actuellement entre le prix de l'électricité au Québec et celui qui est en vigueur en Ontario pour le secteur résidentiel. Cette différence n'est pas simple à quantifier parce que le prix d'Hydro-Québec en matière d'énergie dépend de la quantité consommée²⁵ alors que, en Ontario, le prix dépend de l'heure de la journée²⁶. Une augmentation de 50 % des prix au Québec nous donne donc à peu près les prix en périodes hors-pointe et mi-pointe en Ontario; par conséquent, la différence de coût réelle est probablement supérieure à 50 % pour beaucoup de profils de consommation.

Si le prix de l'électricité augmentait de 50 %, 16 % des Québécois n'opéreraient toutefois aucun changement dans leur consommation d'électricité. Aucune différence significative n'est à relever selon les différentes variables sociodémographiques de l'enquête (à savoir l'âge, le revenu, le niveau de scolarité, la langue, la présence d'enfants, la région d'habitation), mis à part le statut social. En effet, les répondants célibataires sont significativement les plus nombreux à ne pas vouloir opérer de changements en cas d'augmentation des prix de l'électricité (20 % comparativement à 14 % pour les répondants en couple ou divorcés). Leur plus faible niveau de consommation supposé pourrait peut-être expliquer ce comportement.

Les Québécois sont très sensibles au prix de l'électricité : 76 % d'entre eux chercheraient à réduire leur consommation d'électricité si le prix de celle-ci augmentait de 50 %.



Des Québécois prêts à faire des changements advenant une hausse importante du prix de l'essence

Nous venons de constater que la perception du réchauffement climatique et le niveau d'influence sur la consommation totale d'énergie au Québec teintent les comportements. Quels seraient alors les incitatifs à mettre en place afin de faire changer les comportements? Nous avons demandé les réactions des Québécois si l'essence devait subir une augmentation durable de son prix à 2 \$ le litre. La Figure 23 présente un portrait de leurs réponses (les répondants pouvaient choisir plusieurs réponses).

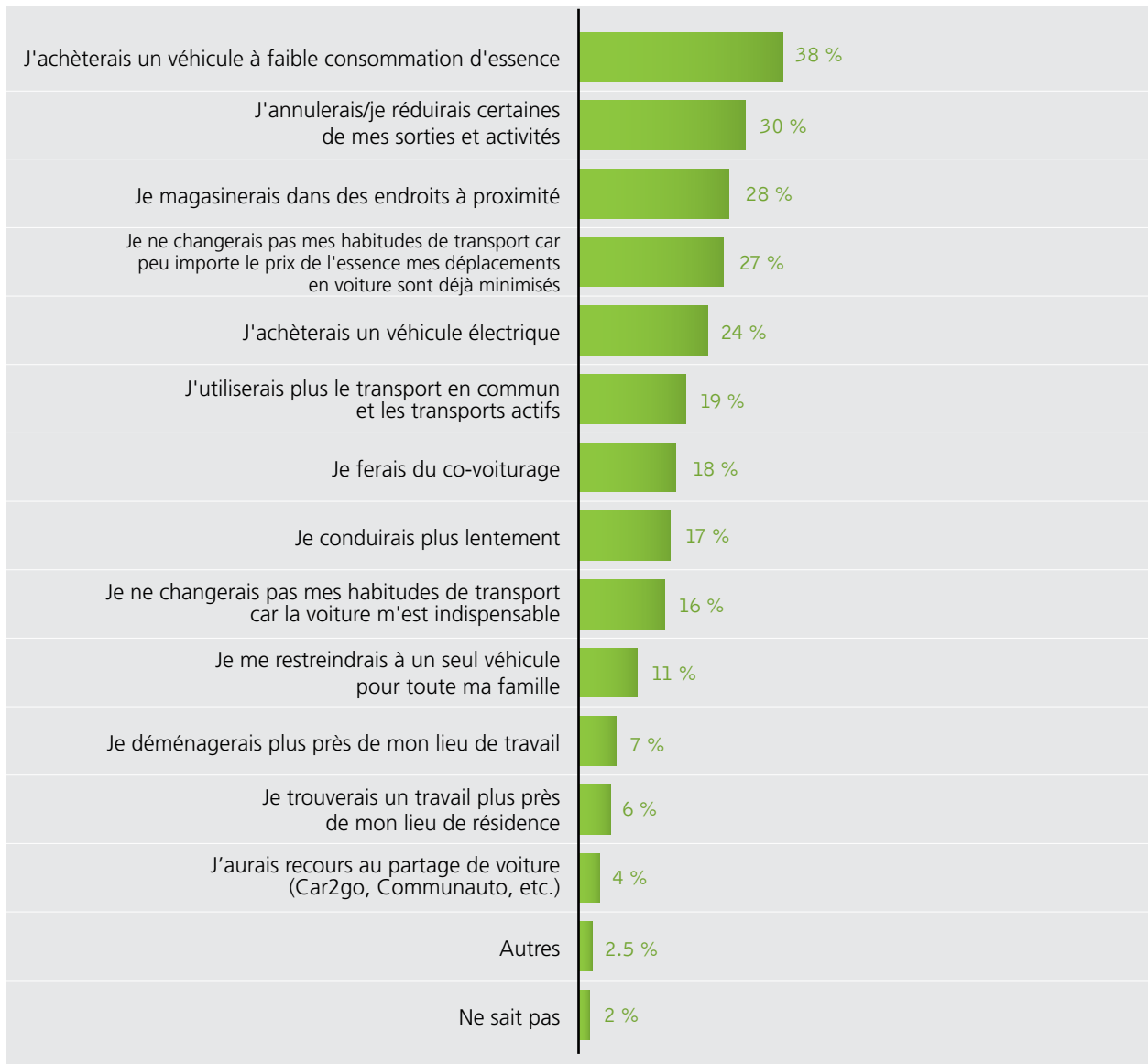
Les résultats montrent que **48 %** des Québécois achèteraient une voiture électrique ou une voiture à faible consommation d'essence²⁷, si l'essence atteignait durablement le prix de 2 \$ le litre.

25. 5,68 ¢/kWh pour les premiers 30 kWh/jour, puis 8,60 ¢/kWh (prix à compter du 1^{er} avril, 2015).

26. L'Ontario a trois niveaux de prix, soit pour les périodes creuses/mi-pointe/pointe. Les prix sont présentement de 8,0 ¢/12,2 ¢/16,1 ¢ par kWh de mai à octobre et de 7,7 ¢/11,4 ¢/14,0 ¢ de novembre à avril.

27. Sont exclus de ce pourcentage, les répondants qui ont coché à la fois « j'achèterais une voiture électrique » et « j'achèterais une voiture à faible consommation d'essence ».

Figure 23 : Réactions des Québécois après une augmentation durable du prix de l'essence à 2 \$ le litre.



La réaction la plus susceptible d'être adoptée par les Québécois serait le changement de leur véhicule pour un autre véhicule à faible consommation. Des différences existent selon les profils des répondants. Ainsi, les répondants sans diplôme (31 %) ont moins tendance à privilégier cette option comparativement aux Québécois possédant un diplôme collégial (41 %) ou universitaire (42 %). Les Québécois qui ont un revenu de 80 000 \$ et plus sont davantage enclins à changer leur voiture pour un véhicule à faible consommation d'énergie que ceux qui ont un revenu moindre (47 % des Québécois ayant un revenu de 80 000 \$ et plus comparativement à 30 % de ceux ayant un revenu de moins de 40 000 \$ et 37 % de ceux ayant un revenu compris entre 40 000 et 80 000 \$).

En analysant les données plus en détail, on s'aperçoit que 48 % des Québécois achèteraient une voiture électrique ou une voiture à faible consommation d'essence ou les deux. En outre, même parmi les répondants qui ne changeraient pas leurs habitudes de transport car la voiture leur est indispensable, il est important de noter que 37 % achèteraient un véhicule à faible consommation et 18 % feraient l'acquisition d'un véhicule électrique.

À l'échelle sociétale, on a constaté une très faible propension à payer pour mettre en place des politiques de priorisation des énergies renouvelables, par exemple. En matière de comportements individuels, les Québécois semblent être prêts à changer certaines de leurs habitudes, mais le critère de changement principal semble être le plus souvent le coût. De plus, le bien-être individuel semble être privilégié par rapport au bien-être collectif. Par ailleurs, seulement 59 % des Québécois estiment que leurs comportements et leurs habitudes de consommation peuvent influencer la consommation totale d'énergie au Québec. À cet égard, pourrait-on penser qu'il y a un manque d'incitatifs à changer nos comportements? On pourrait se demander quelles seraient les mesures efficaces à mettre en place pour faire prendre conscience à la population que la somme des comportements individuels se reflète effectivement au plan collectif.

CONCLUSIONS

Quelques faits saillants peuvent être retenus de cette enquête.

Premièrement, la majorité des Québécois ont un faible, voire un très **faible niveau de connaissance** de la situation énergétique du Québec. Les diverses ressources énergétiques fossiles et renouvelables ne sont pas connues de manière approfondie par les Québécois. Parmi les ressources à l'étude, le **pétrole** semble être la **ressource la mieux connue** et nous pouvons déceler une préférence des Québécois pour les **ressources énergétiques renouvelables**.

Deuxièmement, la majorité des Québécois estiment avoir **très peu d'influence sur la situation énergétique du Québec**. Il est alors peu étonnant de constater qu'ils ont une très **faible disposition à payer** pour soutenir les actions gouvernementales ou le développement des projets au Québec.

Troisièmement, une majorité des Québécois considèrent que le **changement climatique est une réalité** qui a pour cause les émissions générées par les activités humaines et pour conséquences une augmentation des catastrophes naturelles. Les Québécois sont nombreux à se dire **prêts à changer leurs habitudes** pour des solutions qui **limitent leur empreinte sur l'environnement**, comme par exemple utiliser les transports en commun (à condition qu'ils soient accessibles) ou les transports actifs, et ce, même en l'absence d'incitatifs pécuniaires.

Les deux premiers points évoqués indiquent qu'il existe un besoin au Québec de mieux informer et consulter les citoyens au sujet des divers enjeux énergétiques. La gouvernance ouverte est une solution préconisée par de nombreux scientifiques et académiciens qui se sont regroupés pour publier un rapport intitulé *Agir sur les changements climatiques : les solutions d'universitaires canadiens et canadiennes*²⁸. Il apparaît nécessaire de favoriser une meilleure compréhension des enjeux énergétiques et climatiques ainsi que des risques associés au statu quo, et ceci pour les raisons suivantes :

- Pour que les Québécois soient encore plus enclins à modifier leurs comportements et habitudes pour adopter des pratiques plus neutres au point de vue de l'environnement;
- Pour que les citoyens soient reconnus comme partie prenante à part entière de ces enjeux; qu'ils puissent contribuer de façon efficace et pertinente au dialogue social s'y rapportant.

Pour ce faire, il est primordial que les Québécois aient accès gratuitement à des données scientifiques complètes et à une information la plus objective possible.

Ce rapport se concentre sur les résultats d'une enquête menée auprès d'un échantillon représentatif de la population québécoise (1 010 répondants). Avec le large spectre de questionnements abordés et la richesse des informations qui sont collectées, notre étude constitue une précieuse source d'information pour les gouvernements et les autorités publiques, mais également pour toutes les entreprises ou associations concernées par les enjeux énergétiques ainsi que pour le grand public.

28. http://www.sustainablecanadialogues.ca/files/PDF_DOCS/DCV_FR_30marslr.pdf

BIBLIOGRAPHIE

- AQPER, 2013, « Faire le Québec de demain : Le rôle stratégique des énergies renouvelables - Mémoire présenté par l'AQPER à la Commission sur les enjeux énergétiques du Québec », Mémoire présenté par l'AQPER à la Commission sur les enjeux énergétiques du Québec dans le cadre de la Consultation sur les enjeux énergétiques du Québec
- Commissariat général au développement durable (2013), Baromètre d'opinion sur l'énergie et le climat en 2013, Chiffres et statistiques - Numéro 440 - Août 2013
- De Marcellis-Warin N., Peignier I., 2012, Baromètre CIRANO 2012 : Perception des risques au Québec
- Environics Institute et Fondation David Suzuki, 2014, « Focus Canada 2014 - Opinion publique canadienne à propos des changements climatiques »
- Ipsos, 2013, « Les français et les énergies renouvelables »
- Lanoue, R. et Mousseau, N., 2014, « Maîtriser notre avenir énergétique – pour le bénéfice économique, environnemental et social de tous », Rapport de la Commission sur les enjeux énergétiques du Québec, Ministère des Ressources Naturelles du Québec
- Le rendez-vous de l'énergie (sondage CROP), 2010, « Perception des Québécois à l'égard des questions énergétiques »
- Lyrette, E., Simard, J.-G., 2006, « L'action collective et la perception des acteurs face à la mise en place d'équipements énergétiques : les cas de Gentilly-2 et de la centrale de cogénération de Bécancour »
- Whitmore J., Pineau P.O., 2015, « État de l'énergie au Québec »
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, 2013, « 5e rapport sur les changements climatiques et leurs évolutions futures – Partie 1 Les éléments scientifiques »
- Ifop, 2011, « Les Européens et le changement climatique »
- UQÀM pour le compte de la fondation Pierre Elliott Trudeau, 2013, « Les populations et leur environnement naturel – Sondage national auprès des Canadiens et Canadiennes »

ANNEXE : RÉCAPITULATIF DES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE

Question 1 :

Comment évalueriez-vous votre niveau de connaissance de la situation énergétique du Québec?

Très grand	2 %
Grand	9 %
Moyen	55 %
Faible	27 %
Négligeable	3 %
Aucune	2 %
Ne sait pas	2 %

Question 2 :

Selon vous, parmi la liste suivante, quels sont les motifs qui pourraient expliquer vos connaissances limitées par rapport au sujet du secteur énergétique au Québec?

Complexité de l'information disponible	36 %
Manque d'intérêt/ je ne me sens pas concerné(e)	31 %
Manque de temps	28 %
Trop peu d'information est disponible à ce sujet	25 %
Ne sait pas	3 %
Autre(s)	2 %

Autre(s):

- « À l'école ils en parlaient peu »
- « L'information n'est pas bien divulguée sur ce sujet (aux nouvelles par exemple) »
- « À mon avis, pas assez d'informations, mais elles sont aussi biaisées par les journaux : ceux-ci ne sont pas assez connaisseurs et manquent de profondeur »
- « Intérêt modéré pour le sujet »
- « I feel I know little but just enough to know we are a big producer of hydro energy and we sell it »
- « It is generally upsetting and I have only so much energy for protesting »
- « I have not taken the time to understand this aspect of Quebec's economy »
- « L'information est trop politique. Nous sommes désinformés par les partis politiques »
- « Information biaisée par les médias »
- « La désinformation de la société d'État »
- « Information floue »
- « La désinformation de toutes les parties pour faire valoir leur point de vue »
- « Le lobbying qui nous tient dans l'ignorance »
- « Manque de clarté des fournisseurs »
- « Manque de transparence; l'information rendue publique est incomplète »
- « Moins d'intérêt car aucune avancée »
- « Never heard there was a problem »
- « Pas d'intérêt »
- « Trop d'informations. Laquelle est fiable? »

Question 3 :

Comment évalueriez-vous votre niveau de connaissance vis-à-vis des ressources énergétiques suivantes?

	Négligeable	Faible	Moyen	Grand	Très Grand	Je n'ai jamais entendu parler de cette ressource
La biomasse	31,2 %	33,4 %	14,1 %	4,5 %	0,9 %	15,9 %
Le pétrole	3,8 %	14,3 %	47,0 %	26,7 %	7,3 %	0,9 %
Le gaz naturel	7,0 %	29,2 %	44,8 %	13,7 %	3,7 %	1,6 %
L'énergie photovoltaïque	34,2 %	21,5 %	11,1 %	4,8 %	1,2 %	27,2 %
L'énergie éolienne	6,0 %	22,7 %	48,9 %	17,4 %	3,5 %	1,5 %
L'énergie nucléaire	18,1 %	35,4 %	31,1 %	10,2 %	2,5 %	2,8 %
L'énergie hydrolienne	17,9 %	35,7 %	25,8 %	9,5 %	1,4 %	9,7 %
L'énergie hydraulique	16,7 %	22,5 %	32,5 %	18,2 %	5,4 %	4,7 %
L'énergie solaire thermique	14,2 %	33,7 %	36,2 %	10,3 %	2,7 %	2,8 %
La géothermie	22,4 %	36,3 %	22,7 %	7,7 %	1,9 %	8,9 %
Le charbon	20,2 %	34,8 %	29,6 %	10,1 %	2,9 %	2,3 %
Le biogaz	27,5 %	38,9 %	17,8 %	4,5 %	1,0 %	10,4 %
Le gaz de schiste	15,9 %	36,7 %	32,7 %	8,4 %	2,1 %	4,2 %

Question 4 :

Pour chacune des ressources énergétiques suivantes, veuillez indiquer si, à votre avis, il s'agit d'une ressource énergétique renouvelable ou non.

	Oui	Non	Ne sait pas
Le gaz de schiste	11,7 %	63,1 %	25,2 %
Le charbon	13,2 %	73,0 %	13,8 %
Le pétrole	16,9 %	76,3 %	6,8 %
L'énergie nucléaire	25,0 %	53,8 %	21,3 %
Le gaz naturel	27,0 %	61,9 %	11,1 %
L'énergie photovoltaïque	28,6 %	7,5 %	63,9 %
Le biogaz	28,8 %	29,9 %	41,3 %
La biomasse	31,0 %	15,1 %	53,9 %
La géothermie	56,9 %	5,7 %	37,4 %
L'énergie hydraulique	68,5 %	7,8 %	23,7 %
L'énergie hydrolienne	70,9 %	3,8 %	25,3 %
L'énergie solaire thermique	82,4 %	2,7 %	14,9 %
L'énergie éolienne	90,8 %	2,4 %	6,9 %

Question 5 :

D'après vous, quelle serait la proportion actuelle de la consommation d'énergie renouvelable (p. ex. électricité produite par des centrales hydrauliques ou éoliennes, biocarburants) par rapport à la consommation totale d'énergie au Québec?

0 à 20 %	18 %
21 à 40 %	20 %
41 à 60 %	19 %
61 à 80 %	18 %
81 à 100 %	12 %
Ne sait pas	12 %

Question 6 :

D'après vous, quelle serait la proportion de produits pétroliers (p. ex. essence, mazout/fioul, kérosène) consommée actuellement par les Québécois issue du pétrole brut extrait au Québec?

0 %	28,1 %
1 à 20 %	39,5 %
21 à 40 %	10,1 %
41 à 60 %	4,3 %
61 à 80 %	5,0 %
81 à 100 %	2,6 %
Ne sait pas	10,4 %

Question 7 :

D'après vous, quels seraient les 3 secteurs qui consomment le plus d'énergie au Québec? Veuillez classer ces trois secteurs dans un ordre décroissant.

	Rang 1	Rang 2	Rang 3
Résidentiel	8,5 %	11,5 %	23,7 %
Commercial et institutionnel	10,7 %	26,9 %	28,2 %
Production d'électricité	7,3 %	8,2 %	9,8 %
Transport	22,8 %	23,5 %	21,4 %
Industriel	48,6 %	27,9 %	14,8 %

Question 8 :

Si vous deviez vous renseigner sur le secteur énergétique au Québec, auprès de qui iriez-vous chercher de l'information? Veuillez cocher toutes les réponses qui s'appliquent.

Internet : sites Web	79,5 %
Documentations et publications officielles du gouvernement provincial	39,5 %
Fournisseurs d'énergie (p. ex. Hydro-Québec, Gaz Métro)	35,1 %
Documentations et publications officielles du gouvernement fédéral	30,6 %
Organisations ou associations spécialisées	27,2 %
La presse gratuite	16,1 %
La presse payante	12,8 %
Internet : réseaux sociaux	8,6 %
Ne sait pas	4,1 %
Autre(s)	2,0 %

Autre(s):

- « Il m'est très difficile de faire confiance aux gouvernements. On se perd dans les dédales de leurs explications »
- « Journal de Montréal »
- « Academia »
- « Knowledgeable friends and colleagues »
- « Amis connaisseurs »
- « Organismes »
- « Articles scientifiques ou documentaires TV »
- « Recherches universitaires »
- « Books »
- « Recommandations d'organismes reconnus »
- « CAA Habitation »
- « Revues scientifiques »
- « Difficile car chacun travail pour sa poche »
- « Scientific and engineering journals »
- « Google »
- « Scientifiques »
- « Gouvernement des autres provinces et/ou pays »
- « Groupe environnemental »
- « Télévision »
- « Tout en général »

Question 9 :

Vis-à-vis du phénomène de réchauffement climatique, laquelle des affirmations suivantes correspondrait le mieux à votre opinion :

Le réchauffement climatique n'est pas prouvé scientifiquement	5,8 %
Le réchauffement climatique planétaire a été scientifiquement prouvé, mais rien ne prouve que les activités humaines en soient la cause	19,2 %
Le réchauffement climatique est une réalité et il n'y a aucun doute qu'il a été causé par les activités humaines	69 %
Sans opinion	6,1 %

Question 10 :

Quel est votre niveau d'accord avec les affirmations suivantes: « Il y a eu une augmentation significative des catastrophes naturelles au cours des dix dernières années à l'échelle... »?

	Pas du tout d'accord	Plutôt pas d'accord	Plutôt d'accord	Tout à fait d'accord	Ne sait pas
Planétaire	3,3 %	7,1 %	32,1 %	52,0 %	5,5 %
Du Canada	5,9 %	29,7 %	41,1 %	16,0 %	7,3 %
Du Québec	9,2 %	30,9 %	39,0 %	13,7 %	7,3 %

Question 11 :

Pensez-vous que le réchauffement climatique est à l'origine des catastrophes naturelles?

Non, certainement pas	2,9 %
Non, probablement pas	14,3 %
Oui, probablement	57 %
Oui, certainement	18,9 %
Ne sait pas	7 %

Question 12 :

Comment évalueriez-vous, en tant que citoyen québécois, votre niveau d'influence quant à un changement potentiel de la situation énergétique du Québec?

Pas du tout d'influence	15,1 %
Peu d'influence	45,2 %
Influence moyenne	29 %
Très grande influence	6,5 %
Ne sait pas	4,1 %

Question 13 :

Combien de voiture(s) vous et les autres membres de votre ménage possédez-vous (que vous en soyez locataire ou propriétaire)?

0	12 %
1	45,3 %
2	32,3 %
3	6,8 %
4	1,8 %
5	0,5 %
6	0,3 %
Ne sait pas	1 %

Question 14 :

Quel est votre niveau d'accord avec l'affirmation suivante : « Lorsque c'est possible, j'utilise les transports en commun plutôt que la voiture »? (Poser la question si le répondant ou les autres membres de son ménage possèdent au moins une voiture selon la Q13)

Pas du tout d'accord	27,8 %
Plutôt pas d'accord	11,7 %
Plutôt d'accord	18,8 %
Tout à fait d'accord	16 %
Je suis d'accord en principe mais il n'y a pas ou très peu de transport en commun dans ma région	25,6 %

Question 15 :

Quel est votre niveau d'accord avec l'affirmation suivante: « Lorsque c'est possible, j'utilise les transports actifs (p. ex. la marche, la bicyclette, des patins à roues alignées, etc.) plutôt que la voiture » (Poser la question si le répondant ou les autres membres de son ménage possèdent au moins une voiture selon la Q13)

Pas du tout d'accord	19 %
Plutôt pas d'accord	19,7 %
Plutôt d'accord	40,6 %
Tout à fait d'accord	20,7 %

Question 16 :

En supposant que le prix de l'essence s'installe de manière durable à 2 dollars le litre, quelles seraient vos réactions?

J'utiliserais plus le transport en commun et les transports actifs	19,4 %
Je déménagerais plus près de mon lieu de travail	6,7 %
Je trouverais un travail plus près de mon lieu de résidence	6,3 %
Je ferais du co-voiturage	17,8 %
Je me restreindrais à un seul véhicule pour toute ma famille	11,4 %
J'aurais recours au partage de voiture (Car2go, Communauto, etc.)	4 %
J'achèterais un véhicule à faible consommation d'essence	38 %
J'achèterais un véhicule électrique	23,7 %
J'annulerais/ je réduirais certaines de mes sorties et activités	30,5 %
Je magasinerais dans des endroits à proximité	27,6 %
Je conduirais plus lentement	16,9 %
Je ne changerais pas mes habitudes de transport car la voiture m'est indispensable	16,4 %
Je ne changerais pas mes habitudes de transport, car peu importe le prix de l'essence, mes déplacements en voiture sont déjà minimisés	27 %
Autres	2,5 %
Ne sait pas	2,2 %

Question 16 (suite) :

Autre(s):

- « Aller aux États-Unis »
- « Déménager aux USA; il n'y a plus d'avenir ici »
- « Demeure en milieu rural; pas de transports en commun »
- « Ferais le plein tout près aux USA »
- « I already do many of the above and work from home »
- « I already drive a fuel efficient car made of recyclable materials »
- « I am about to retire. I only shop at stores nearby. I use my car.»
- « I would be pissed »
- « Il n'y a qu'une seule voiture très utilisée »
- « J'ai déjà des véhicules à faible consommation »
- « Je continuerais de condenser les commissions »
- « Je demeure au centre-ville de Laval »
- « Je limiterais mes voyages chez la famille plus loin au Québec »
- « Je ne voyagerais plus durant mes vacances; s'il n'y a pas d'alternative et que les gouvernements ne font rien pour cela, l'industrie touristique va disparaître, la population va retourner dans une époque de noirceur où il n'y avait que la survie, plus de loisirs »
- « Je songerais à arrêter de travailler »
- « Je suis déjà au minimum »
- « Je suis retraité »
- « Je vais continuer d'aller chercher mon essence aux USA »
- « Je vendrais ma voiture »
- « Je vendrais une de mes 2 autos »
- « Les 2 autos sont à mon conjoint; je ne possède pas de voitures moi-même et j'en veux pas! »
- « Ma voiture est nécessaire pour mon travail, mais je vais être pas trop content du prix »
- « N/A je suis retraitée »
- « Scooter électrique »
- « Sue the criminals that are letting this happen »
- « Un peu de tout, selon... »

Question 17 :

Quelle serait votre réaction si le prix de l'électricité au Québec augmentait de 50 %?

Je chercherais à réduire ma consommation d'électricité	75,8%
Il n'y aurait pas de changement dans ma consommation d'électricité	15,7%
Ne sait pas	8,4%

Question 18 :

En sachant qu'à court terme, il est très difficile d'éliminer le pétrole du bilan énergétique québécois, quelle serait selon vous la meilleure option pour le Québec pour se procurer le pétrole dont il a besoin?

Importer des pays étrangers	7,1 %
Privilégier l'importation de pétrole provenant de l'Ouest du Canada	19,2 %
Privilégier l'importation de pétrole provenant de l'Est du Canada	14,3 %
Explorer le sous-sol québécois et exploiter le pétrole s'il en existe	41,6 %
Ne sait pas	17,7 %

Question 19 :

Veillez classer dans un ordre de priorité (de 1 à 4, où 1 = le plus prioritaire et 4= le moins prioritaire) les mesures que le gouvernement québécois devrait privilégier :

	Rang 1	Rang 2	Rang 3	Rang 4
Améliorer l'offre de transport en commun au Québec	20,6 %	17,3 %	26,1 %	36 %
Investir dans la recherche et l'innovation énergétique afin d'améliorer l'efficacité énergétique	28,3 %	33,7 %	25,5 %	12,5 %
Investir dans le développement des filières énergétiques renouvelables (éoliennes, biomasse, valorisation des déchets organiques, etc.)	36,7 %	29 %	18,5 %	15,7 %
Mettre en avant les campagnes de sensibilisation afin d'améliorer l'efficacité énergétique ou de promouvoir certaines sources énergétiques	14,4 %	19,9 %	29,9 %	35,8 %

Question 20 :

Combien seriez-vous prêt à payer pour soutenir l'une ou plusieurs des mesures préconisées dans la question précédente?

0 \$ par mois	49 %
50 \$ par mois	19 %
100 \$ par mois	2 %
Plus de 100\$ par mois	1 %
Ne sait pas	30 %

Question 21 :

Seriez-vous prêt à payer un montant supplémentaire sur votre facture d'électricité (nous émettons comme hypothèse qu'il s'agit d'une augmentation de 50 \$ par mois) afin de soutenir le développement des filières renouvelables?

Oui	11,9 %
Non	61,2 %
Ne sait pas	11,6 %
Oui, mais seulement si l'augmentation ne dépasse pas :	15,3 %

Oui, mais seulement si l'augmentation ne dépasse pas :	%
1	0,4 %
2	0,3 %
5	1,5 %
7	0,1 %
10	4,8 %
15	2,0 %

Oui, mais seulement si l'augmentation ne dépasse pas :	%
20	2,6 %
25	1,9 %
30	0,5 %
40	0,5 %
45	0,1 %
49	0,6 %
Total	15,3 %

Question 22 :

Parmi les projets suivants, lesquels accepteriez-vous de voir développer sur le territoire québécois?

	Non, certainement pas	Non, probablement pas	Oui, probablement	Oui, certainement	Sans opinion
L'installation d'un parc d'éoliennes	6,0 %	12,5 %	37,2 %	38,2 %	6,2 %
L'implantation d'un gazoduc (pipeline de gaz naturel)	19,8 %	21,8 %	34,2 %	11,5 %	12,6 %
L'implantation d'un oléoduc (pipeline de pétrole)	27,6 %	26,1 %	27,3 %	8,6 %	10,3 %
L'implantation d'une usine de méthanisation	14,1 %	19 %	27,6 %	7,3 %	32 %
L'installation de parcs de panneaux solaires	1,5 %	4,4 %	36,7 %	50,1 %	7,2 %
L'implantation de lignes à haute tension	12 %	20,9 %	39 %	15 %	13,1 %
L'implantation d'une ligne de transport en commun (p. ex. ligne de tramway, rail de train ou de métro)	4,4 %	7,1 %	35,8 %	47 %	5,7 %
L'installation d'une centrale nucléaire	62,5 %	18,9 %	8,2 %	2,9 %	7,5 %
L'implantation d'un puits de gaz naturel	15,8 %	23,8 %	36,4 %	9,3 %	14,7 %

Question 23 :

Parmi les projets suivants, lesquels accepteriez-vous de voir développer dans votre voisinage?

	Non, certainement pas	Non, probablement pas	Oui, probablement	Oui, certainement	Sans opinion
L'installation d'un parc d'éoliennes	14,6 %	15,9 %	42 %	23,6 %	3,9 %
L'implantation d'un gazoduc (pipeline de gaz naturel)	41,0 %	24,9 %	21,9 %	4,8 %	7,3 %
L'implantation d'un oléoduc (pipeline de pétrole)	47,9 %	22,7 %	16,7 %	4,7 %	8,1 %
L'implantation d'une usine de méthanisation	34,7 %	22,6 %	16,2 %	4,1 %	22,4 %
L'installation de parcs de panneaux solaires	6,3 %	6,6 %	45,5 %	36,3 %	5,3 %
L'implantation de lignes à haute tension	31,8 %	28 %	28,4 %	4,5 %	7,2 %
L'implantation d'une ligne de transport en commun (p. ex. ligne de tramway, rail de train ou de métro)	6,8 %	7,8 %	37 %	43,2 %	5,2 %
L'installation d'une centrale nucléaire	75,7 %	13 %	4,2 %	1,9 %	5 %
L'implantation d'un puits de gaz naturel	38,9 %	27 %	19,6 %	5,1 %	9,4 %

Question 24 :

Dans quelle mesure vos comportements et habitudes de consommation, en tant qu'individu, peuvent influencer la consommation totale d'énergie au Québec?

De manière négligeable	10,7 %
Faiblement	26,7 %
Moyennement	38,7 %
Grandement	20,3 %
Ne sait pas	3,6 %

ANNEXE : RÉSULTATS SAILLANTS DU BAROMÈTRE CIRANO SUR LES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX ET RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

Le CIRANO a mené trois enquêtes en ligne, soit en 2011, 2012 et 2013, auprès d'un échantillon représentatif de la population du Québec à travers la plateforme Internet de Léger Marketing. Plus de 1 000 Québécois ont participé à chaque enquête.

Le Baromètre CIRANO mesure chaque année la perception des risques liés aux grands enjeux et projets au Québec par les Québécois. L'environnement et les ressources énergétiques font partie d'une catégorie de risques à l'étude. L'enquête du CIRANO a révélé que les Québécois sont préoccupés par cette dernière : la catégorie des risques environnementaux et ressources énergétiques est la troisième catégorie la plus préoccupante au niveau personnel pour les Québécois, derrière les risques liés au système de santé et les risques économiques et financiers. Les résultats des enquêtes des 3 années ont mis en lumière qu'il s'agit d'une tendance durable dans le temps, car le classement des trois catégories de risques les plus préoccupantes a été identique en 2011, 2012 et 2013.

Les risques environnementaux et ressources énergétiques sont également préoccupants au niveau collectif. Selon les répondants aux enquêtes, cette catégorie de risques est la quatrième la plus préoccupante pour la société québécoise après les risques liés à la gestion des projets publics, les risques liés aux infrastructures de transport et les risques liés au système de santé en 2012 et 2013.

L'enjeu de « l'exploration visant l'exploitation du pétrole dans le golfe du Saint-Laurent » se retrouve parmi la trentaine de grands enjeux et projets à l'étude. Selon les données les plus récentes (celles de l'enquête de 2013), les Québécois perçoivent en moyenne cet enjeu comme présentant un risque moyen. Toutefois, 38 % des répondants lui associent un niveau de risque « grand » ou « très grand ». Un répondant sur deux (49 %) ne fait « plutôt pas » voire « pas du tout » confiance au gouvernement québécois pour la gestion de cet enjeu. Les tableaux qui suivent récapitulent quelques résultats principaux concernant l'enjeu de l'exploration visant l'exploitation du pétrole dans le golfe du Saint-Laurent.

Figure 24 : Parmi les 10 catégories de risques suivantes, indiquez les 2 plus préoccupantes pour...

	% des répondants qui ont identifié l'exploration pétrolière dans le golfe du Saint-Laurent :
...Pour vous	24 %
...Pour le Québec	28 %

Figure 25 : Selon vous, quel est le niveau de risques pour le Québec des projets/enjeux suivants?

	Niveau de risque moyen perçu pour le Québec	Rang sur les 33 enjeux/projets à l'étude du plus risqué au moins risqué	Échelle utilisée
Le niveau de risque moyen perçu pour le Québec	3,37	19	De 1 à 5, avec 1=risque négligeable et 5=risque très grand

Figure 26 : Selon vous, quelle est l'ampleur des bénéfices des projets/enjeux suivants?

	Niveau de bénéfice moyen perçu	Rang sur les 14 enjeux/projets retenus pour cette question, du plus bénéfique au moins bénéfique	Échelle utilisée
Pour le Québec	3,18	5	De 1 à 5, avec 1=aucunement et 5=grandement bénéfique
Pour chaque Québécois	2,52	8	

Figure 27 : Veuillez décrire votre confiance dans la gestion par le gouvernement des grands projets ou enjeux suivants.

	Note moyenne	Rang sur les 33 enjeux/projets à l'étude générant le plus/le moins de confiance	Échelle utilisée
Le niveau de confiance moyen dans la gestion de l'enjeu par le gouvernement	2,44	16	De 1 à 5, avec 1=pas du tout confiance et 5=tout à fait confiance

Figure 28 : Selon vous, quel est le niveau d'acceptabilité sociale des projets/enjeux suivants?

	Note moyenne	Rang sur les 14 enjeux/projets retenus pour ces questions du plus acceptable au moins acceptable	Échelle utilisée
Le niveau d'acceptabilité sociale moyen de l'enjeu	2,45	7	De 1 à 4, avec 1=favorable et 4=complètement opposé

